

De l'influence des causes profondes sur les origines immédiates de la guerre de 14 : Guerre ou Paix, le dilemme des décideurs allemands et français

Alain Trannoy¹ (EHESS et AMSE)

Résumé : Nous construisons un modèle de décision de portée générale permettant de prédire le choix entre l'entrée en guerre et rester en paix. Ce modèle articule des causes profondes comme le risque de guerre future et d'autres facteurs qui sont tous situés dans une configuration particulière : les gains potentiels en cas de victoire, les pertes potentielles en cas de défaite et celles liées au déroulement de la guerre. Nous appliquons et calibrons ce modèle au cas des décideurs allemands et français à la toute fin de juillet 1914, compte tenu des décisions déjà prises par l'Autriche-Hongrie et de la Russie et de l'incertitude entourant la décision de la Grande-Bretagne. Nous nous situons dans l'hypothèse d'une guerre courte ne se prolongeant pas au-delà de l'année 1914. Notre modèle prédit l'entrée en guerre de l'Allemagne et de la France, l'argument de la guerre préventive (faire la guerre aujourd'hui plutôt que demain) se révélant déterminant pour les deux pays, avec en plus pour la France les bénéfices non négligeables liés à la récupération de l'Alsace-Moselle en cas de victoire. Le calcul révèle que des deux pays, c'est la France qui semble avoir le plus intérêt à la guerre, permettant d'expliquer le comportement passif des dirigeants français, Raymond Poincaré en tête, qui, s'ils n'ont pas provoqué la guerre, n'ont pas vraiment non plus cherché à l'éviter. Au-delà, la séquentialité des décisions des partenaires de l'Entente constitue une raison majeure du déclenchement du premier conflit mondial à ce moment-là.

¹ Je remercie vivement Jean Boutier, Etienne Lehmann, Michel Le Breton pour leurs remarques et suggestions à la lecture de versions précédentes de ce travail. Je remercie également Edouard Husson pour de nombreuses conversations lors d'un travail commun non abouti sur un sujet connexe mais différent qui m'ont permis de murir ma réflexion sur le sujet.

*“Nearly a century after Sarajevo, historians know a great deal about what happened, when it happened, and who made it happen. We still, however, know far less of **why** things happened, and what prompted some of the decisions “. Samuel R Williamson Jr²*

1. Introduction

Pourquoi la guerre de 14-18, alors qu'elle a donné lieu à une atroce boucherie ? Cette question taraude les historiens et les experts en politique internationale depuis 100 ans. Cet évènement majeur dans l'histoire de l'Europe a donné lieu à un débat en quelque sorte sans fin entre historiens, sans que les sources leur permettent de trancher. Les historiens ont compris le comment mais le pourquoi résiste, comme en témoigne la citation en exergue, tout comme cette citation de Jean-Jacques Becker³ « *Un grand historien comme Jean Baptiste Duroselle considérait, à la fin de sa vie, que finalement le mystère de la guerre de 1914 n'avait pas été percé. Récemment encore, un autre grand historien, François Furet, parlait d'un des événements les plus énigmatiques de l'histoire moderne. Avec le recul des temps, il est apparu de plus en plus difficile de comprendre à partir des causes traditionnellement retenues comment les nations les plus avancées matériellement du globe s'étaient jetées avec une telle frénésie les unes sur les autres, et avaient combattu, pour certaines d'entre elles pendant plus de quatre années, dans une guerre atroce, y sacrifiant des moyens matériels immenses et la vie de millions de leurs enfants. En d'autres termes, les documents d'archive ne donnaient pas de réponses satisfaisantes, et il fallait plutôt se tourner vers la psychologie sociale, vers l'état des forces de la société, pour comprendre.* » Pourquoi sur une question aussi rabâchée ne pas tenter une approche concurrente face aux apories historiennes ? Sur cette vieille question qui a donné lieu et continue de donner lieu à un très vif débat, même s'il est éteint en France, nous nous proposons d'éclairer à nouveaux frais les termes de la question, d'apporter des éléments probatoires d'un type différent de la preuve documentaire en utilisant d'autres méthodes que le récit. Cet argumentaire s'appuie sur la valeur prédictive d'un modèle de l'agent rationnel. Il permet au moyen d'une calibration de trancher sans équivoque dans le sens d'une entrée en guerre pour au moins deux protagonistes, l'Allemagne et la France. Nous comprenons certes l'audace de la démarche et son caractère dérangeant pour l'historien, qui risque de déplaire ou de ne pas être comprise. Il n'est donc pas totalement inutile d'entrée de jeu, avant de préciser notre démarche, de la resituer dans le cadre des différences d'approche de la causalité en histoire et en économie.

Cet article met en lumière la différence de méthode de travail des historiens et des économistes et les armes différentes dont ils disposent pour aborder cette question de la causalité, le récit basé sur l'utilisation, la réinterprétation ou la découverte de nouvelles archives pour les premiers, le modèle

² “July 1914 revisited and revised. The erosion of the German Paradigm”, p. 58, in *The outbreak of the first world war, structures, politics, and decision making*, edited by Jack S Levy and John A. Vasquez, Cambridge, CUP, 2014.

³ Jean-Jacques Becker, « La question des responsabilités allemandes au lendemain de la guerre mondiale, l'implication des historiens dans l'expertise et l'émergence d'une école historique », *Sociétés contemporaines*, N°39, 2000, p. 85-94.

pour les seconds⁴. Le modèle de portée générale isole quelques éléments, des variables, et déduit de leur interaction des relations logiques qui peuvent être ensuite vérifiées sur des données qu'il faut supposer nombreuses pour pouvoir utiliser les lois de la statistique. On peut aussi utiliser le modèle sur un mode prédictif, c'est-à-dire, injecter des données du monde réel pour anticiper le déroulement des événements. Ici, nous l'utilisons pour prédire un événement passé. En définitive, cette différence d'approche recoupe en partie l'opposition entre une démarche inductive et une démarche déductive. La faiblesse du modèle provient de la limitation du nombre de variables, de leur sélection. Du coup, elle laisse des éléments sur le bord de la route et, en cela, elle laissera toujours l'historien quelque peu sur sa faim. En revanche, le modèle permet de s'abstraire de l'éventuelle subjectivité de l'observateur. Une fois la formule obtenue, la calibration peut donner lieu à des discussions, mais en raisonnant en intervalle de confiance, le résultat peut être qualifié de neutre en ce qu'il est indépendant de la subjectivité de l'observateur. La méthode est transparente, elle peut tomber sous le feu de la critique bien évidemment, mais en jouant cartes sur table, elle offre l'avantage d'être moins sujette à la manipulation.

Notre modèle de décision entre guerre et paix, de portée générale, articule des causes profondes, des éléments statiques, des éléments dynamiques et des éléments de contexte pour prédire une décision. Rendre intelligible une décision, c'est bien l'expliquer, c'est bien lui trouver une cause, et ici grâce au modèle, non pas une cause, mais des causes qui s'entrelacent. L'argument de la guerre préventive coexiste avec d'autres éléments d'explication : les pertes humaines, aucun décideur ne peut s'en abstraire ; les gains en cas de victoire ou pertes en cas de défaite sont plus ou moins anticipés. Le modèle de décision offre une pondération entre tous ces éléments. Le recours au modèle apporte une solution à un grand problème historique par d'autres voies que celles empruntées par l'histoire depuis des décennies.

Ce modèle, nous allons l'utiliser en mode de causalité suffisante et non pas en mode de causalité nécessaire⁵. Osons le parallèle avec Robert Fogel⁶ et sa célèbre thèse comme quoi le chemin de fer n'avait pas joué de rôle déterminant dans la croissance américaine au XIXe siècle. Fogel utilise le modèle pour prédire que même sans un élément du monde réel, le chemin de fer comme moyen de transport, la croissance américaine aurait été peu ou prou identique à celle qui a été constatée. Nous pourrions utiliser notre modèle de décision entre guerre et paix sous le même mode contrefactuel. Sans la question de l'Alsace-Lorraine, les décideurs français de l'époque, le président Raymond Poincaré en tête, auraient tout fait pour éviter la guerre, alors que là, ils ont tout fait pour que la France apparaisse comme le pays agressé, ce qui est différent. L'Alsace-Lorraine apparaîtrait comme une condition nécessaire de la décision française d'entrer en guerre. Nous ne suivrons pas Fogel sur cette

⁴ Jean-Yves Grenier, Claude Grignon, Pierre-Michel Menger (éd.), *Le modèle et le récit*, Paris, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, 2001. Voir aussi Louis-André Gérard-Varet et Jean-Claude Passeron (éd.), *Le modèle et l'Enquête*, Paris, Editions de l'EHESS, 2007.

⁵ Voir Boutier et Trannoy ce numéro pour une présentation de ces notions.

⁶ Robert W. Fogel, *Railroads and American Economic Growth. Essays in Econometric History*, Londres/Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1964.

voie contrefactuelle parce que selon une opinion communément partagée⁷, il n'est légitime de faire abstraction d'un élément du réel que s'il est exogène par rapport à l'évènement que l'on cherche à expliquer. L'apparition du chemin de fer participe d'une culture d'innovation qui pénètre profondément le XIXe siècle et qui est intimement connectée à l'accélération de la croissance économique. De même, les relations internationales en Europe dans le dernier tiers du XIXème ont été durablement impactées par le ressentiment de la France vis-à-vis de l'Allemagne au sujet des provinces perdues à l'occasion de la guerre de 1870. S'abstraire en 1914 de l'Alsace-Lorraine est donc un exercice d'histoire virtuelle totalement artificiel, car le cours des relations internationales aurait été tout autre que celui qui a abouti à la crise de juillet 1914.

Néanmoins, notre démarche s'apparente à celle de Fogel dans la mesure où nous utilisons un modèle pour prédire un évènement historique. La question du retour de l'Alsace-Lorraine a pesé dans la décision des dirigeants français d'accepter la confrontation avec l'Allemagne. Le modèle nous dit que la question de l'Alsace-Lorraine a été *suffisante* – avec d'autres raisons – pour pousser les dirigeants français à accepter d'entrer en guerre. Ce faisant, le recours au modèle permet de trancher un débat très vif entre les deux guerres sur le thème « Poincaré-la-guerre ». Les historiens allemands étaient persuadés que la France avait mené une guerre de revanche. L'historiographie française était partagée entre Pierre Renouvin qui soutenait que la France n'avait adopté qu'une position défensive et Jules Isaac pour qui « *La stricte équité oblige à reconnaître que «l'Europe» n'a pas semblé très récalcitrante. Les empires centraux lui ont offert délibérément (sinon imposé) la guerre; elle l'a délibérément acceptée, avec une promptitude dont l'adversaire même fut surpris* »⁸. La difficulté pour les historiens est que les décideurs allemands de l'époque n'ont pas laissé aux décideurs français la possibilité d'explicitier leur choix profonds. Les premiers ont pensé que laisser le beau rôle à la France était préférable⁹ à prendre du retard dans le déroulement de leur campagne militaire pour pouvoir bénéficier à plein de l'effet de surprise. Dans le cas d'espèce de la France, il nous semble que le modèle vient utilement compléter les déficiences du récit. La France s'est contentée grosso modo de laisser faire sans prendre d'initiative majeure. Expliquer la passivité d'un acteur par le récit est difficile sans recourir à un schéma explicatif dont le modèle constitue justement un aboutissement.

Toujours à un niveau méthodologique, notre approche peut être vue comme un plaidoyer pour l'analyse de la décision politique comme objet d'étude. Nous ne l'appréhendons non pas comme une question d'histoire événementielle traditionnelle mais en soulignant bien l'influence de causes profondes, de causes lourdes qui mettent des années, voir des dizaines d'années, à se mettre en place et à produire leurs effets. Nous offrons un éclairage sur la façon dont ces causes lourdes peuvent provoquer des bifurcations à un moment donné au travers des décisions prises par un petit groupe d'individus, un microcosme politique dans chaque pays, mais avec des conséquences vertigineuses

⁷ Voir par exemple, Maurice Lévy-Leboyer, « Chemins de fer et croissance économique : l'exemple américain », *Annales. ESC*, 1966, p. 632-649 et sa critique du « toutes choses égales d'ailleurs ». Cette clause est vraie pour une variable exogène mais pas pour une variable endogène.

⁸ Jean-Jacques Becker, *op. cit.*, p.92 ; Jules Isaac, *1914, le problème des origines de la guerre. Un débat historique*, Paris, Rieder, 1933, 270 p.

⁹ La précipitation allemande à déclarer la guerre renvoie au concept de guerre « préemptive » et non plus préventive : faire le premier pas militaire à l'Ouest car l'attaque de la France est supposée imminente. Sur ce point, nous rejoignons l'analyse de P.Y.Hénin, *Le Plan Schlieffen : un mois de guerre – deux siècles de controverses*, Paris, Economica, 2012, p. 457.

pour les peuples concernés. A la manière de microfissures qui vont mettre du temps à provoquer une fracture dans un os, un effondrement dans une charpente, la rupture d'une pièce essentielle dans un mécanisme, notre modèle prédit l'apparition du conflit dans les relations internationales. Faut-il que l'historien privilégie uniquement le temps long avec l'apparition d'éléments de fragilité dans les structures comme le fait l'école des Annales, et dédaigne les bifurcations, fruit de mouvements longs et de contingence ? Août 14 représente une telle rupture dans l'évolution du monde que ce processus d'auto-destruction de l'Europe au fait de sa puissance mérite de donner sa chance à des analyses nouvelles, un siècle après le début du cataclysme.

Nous prédisons l'entrée en guerre de l'Allemagne et de la France en calibrant un modèle de décision entre guerre et paix vers le 30 Juillet 1914, compte tenu des décisions déjà prises par l'Autriche-Hongrie et la Russie, et de l'incertitude entourant la décision anglaise. Ainsi, à rebours de nombre d'interprétations, le modèle de l'acteur rationnel¹⁰ permet de prédire au moins la décision de ces deux pays d'entrer dans une guerre impliquant au moins les pertes humaines de l'année 1914 et sans doute plus. Si notre thèse est juste, la vraie question qui restera à se poser selon nous sera d'expliquer pourquoi, alors qu'il était évident que les deux coalitions étaient de force équivalente à la fin de l'année 14, la décision n'a pas été prise d'arrêter la guerre fin 1914 et de faire une paix sans vainqueur, avec par exemple un référendum d'autodétermination en Alsace-Moselle.

Cette réponse prédictive du modèle est-elle de nature à renouveler les acquis de l'historiographie ? Une brève recension des thèses en présence nous permet dans la section suivante de montrer qu'au moins pour la France, notre modèle prédictif apporte un élément nouveau au dossier de la compréhension de l'issue de la crise de juillet 14. D'autant plus que, selon l'historien britannique Hew Strachan de l'université d'Oxford, la contribution des universitaires français au débat serait modeste depuis 1945¹¹. Dans la section 3, nous rappelons la situation de la fin du mois de juillet 1914. Cela nous permet de présenter un concept de guerre préventive plus large que celui habituellement retenu, concept qui constituera un point saillant de la modélisation. Nous poursuivons l'exposé par la présentation du modèle dans la section 4. Nous procédons ensuite à son calibrage sur le cas allemand et français dans la section 5. Dans la dernière section nous élargissons la perspective en faisant intervenir les autres protagonistes, Russie et Grande-Bretagne et en tirant tout le parti possible du modèle pour expliquer globalement la survenance de la guerre dans les circonstances de Juillet 14.

¹⁰ Pour une défense partielle du décideur rationnel dans le contexte de 1914, J. Keiger, « France's unreadiness for war in 1914 and its implications for French decision-making in the July crisis », dans *The outbreak of the first world war, structures, politics, and decision making*, Edited by Jack S Levy and John A. Vasquez, Cambridge, CUP, 2014. Voir aussi la description de Bethmann-Hollweg et son sens de la rationalité aiguisée qui ressort de la consultation des papiers de son collaborateur Karl Riezler : Fritz Stern, *Bethmann-Hollweg und der Krieg : Die Grenzen der Verantwortung*, Tübingen (1968)

¹¹ « *In the debate on the origins of the First World War, France has been more distinguished by its absence than its presence. Extraordinarily, no significant work on France's entry to the war at the political level (putting to one side Jean-Jacques Becker's groundbreaking study of French popular reactions) has appeared in French since 1945. The great doyen of French historians of the war, himself a mutilé de guerre, Pierre Renouvin, wrote a great deal about French foreign policy in the era of 1914-1918, but – as Stefan Schmidt makes clear – he did not dwell on the crisis of July 1914 itself. This, Schmidt suggests, is because he knew more than he was letting on.* » Recension du livre de Stephan Schmidt, *Frankreichs Aussenpolitik in der Julikrise 1914*, dans *War In History*, janvier 2013, vol. 20, no. 1 129-130, par Hew Strachan.

2. Les régimes de causalité dans l'historiographie de la guerre de 1914.

Un siècle après¹², le consensus entre les historiens, politistes et spécialistes des relations internationales continue de se dérober en ce qui concerne les causes ou les origines, terme que préfèrent utiliser les historiens, de la guerre de 14.

Tous les spécialistes s'accordent pour individualiser deux régimes de causalité, les causes profondes, et les origines immédiates. Dans l'un des ouvrages les plus anciens (1926) et les plus marquants consacrés à la guerre de 14, l'historien Sydney Fay¹³ consacre le premier tome aux origines ; le second aux causes immédiates de la guerre après Sarajevo. D'autres historiens, comme Christopher Clark¹⁴ ou avant lui Pierre Renouvin¹⁵, se sont spécialisés en essayant de dérouler le comment, laissant à d'autres le soin d'expliquer le pourquoi. Ceux-là tentent d'expliquer comment s'est constitué progressivement le décor d'un antagonisme, d'une tension persistante entre plusieurs des grandes puissances européennes de l'époque. Cet antagonisme bilatéral marque en particulier les relations franco-allemandes, les relations anglo-allemandes, les relations russo-allemandes, les relations austro-italiennes, les relations austro-russes et les relations austro-serbes. Ces rivalités se traduisent par une course aux armements accompagnée de campagnes de presse nationalistes et belliqueuses, la rigidification des coalitions, triple entente d'une part et triple alliance d'autre part, les crises à répétition comme les deux crises marocaines de 1905 et 1911, les guerres balkaniques de 1912 et 1913, la décomposition de l'empire ottoman aiguissant les appétits ; enfin on ne peut passer sous silence l'impérialisme et la volonté hégémonique de l'Europe sur les autres continents, en particulier l'Asie et l'Afrique. On assiste à une mise en tension du système d'équilibre européen et la perception d'un danger d'une déflagration générale, d'un Armageddon, se répand. Bref, le temps est à l'orage. Mais il y a des orages qui n'éclatent pas.

Etudier l'enchaînement du jeu d'acteurs après l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand, comprendre les ressorts psychologiques et les motivations des décideurs, bien relater leur état d'information et le tempo des réponses, percer les considérations tactiques et stratégiques, font la matière des livres d'histoire consacrés à comprendre comment cet événement a pu constituer le déclencheur, l'étincelle qui a mis le feu au baril de poudre avec en arrière-plan les conflits latents et le climat de violence entre les différentes puissances qui sont posés comme une donnée.

Le degré de responsabilité des décideurs d'un pays dans le déclenchement de la guerre peut être différent pour les causes profondes et les origines immédiates. Au final, deux grandes thèses s'affrontent depuis un siècle et chacune d'entre-elles a pu sembler prendre le dessus, sans que le débat, voire la polémique ne faiblisse. La première thèse est celle d'une responsabilité déterminante des dirigeants allemands qui saisissent l'opportunité de Sarajevo et la nécessité pour l'Autriche-

¹² Le matériau historiographique de la première guerre mondiale est proprement énorme. Voir Antoine Prost, Jay Winter, *Penser la Grande Guerre. Un essai d'historiographie*, Paris, Seuil, collection «Points histoire», série «L'Histoire en débats», 2004.

¹³ Sydney B. Fay, *The origins of the World War*, 2 vols, rev 2nd edn, New York, Macmillan, 1930.

¹⁴ Christopher Clark, *The Sleepwalkers*, Allen Lane, London, 2012. Margaret Mc Millan : *The Road to 1914 : The War that Ended Peace*, Allen Lane 2013.

¹⁵ Pierre Renouvin, *Les origines immédiates de la guerre (28 juin 1914-4 Août 1914)*, Paris, A. Costes, 1925 ; 2^e éd., 1927.

Hongrie, dont l'existence a été menacée, de réagir très fermement vis-à-vis de la Serbie pour essayer de briser le sentiment d'enfermement par les 3 puissances de l'Entente, France, Grande-Bretagne et Russie. Les tenants du paradigme allemand diffèrent selon qu'une tentative d'hégémonisme européen est mise en avant, d'une nature assez comparable à celle de Napoléon par exemple, ou bien à rebours la peur de l'avenir et le sentiment d'une faiblesse stratégique croissante, l'Allemagne prenant le risque d'une guerre préventive avant qu'il ne soit trop tard. Le représentant le plus illustre de la première thèse est Fritz Fischer¹⁶ avec *Griff Nach der Weltmacht* en 1961, alors qu'Annika Mombauer¹⁷ avec sa biographie d'Helmuth Von Moltke (2001) atteste de la volonté de ce dernier d'emporter la conviction des autres dirigeants allemands de se lancer dans une guerre préventive.

A ce paradigme allemand s'oppose la thèse d'une responsabilité plus diluée entre les différents Etats, d'abord dans les années précédant l'attentat lui-même où chaque pays incriminé fait preuve aussi d'impérialisme et de volonté de puissance, cherchant à pousser ses avantages propres : la Serbie dont le but affiché est l'explosion de l'Autriche-Hongrie, aidée en sous-main par la Russie, cette dernière continuant sa politique de progression vers les détroits en espérant profiter de l'affaiblissement de la Turquie, l'Autriche-Hongrie par l'absorption des populations slaves de Bosnie-Herzégovine, l'Angleterre en répliquant sans ménagement à la menace de rattrapage de la flotte allemande et en contrant l'établissement d'un empire colonial allemand, la France en finançant sans vergogne un programme ferroviaire permettant d'amener les armées russes aux frontières orientales de l'empire allemand. Aucun Etat ne peut sortir indemne d'un examen des politiques suivies avant Sarajevo et si la volonté de puissance de l'Allemagne est manifeste, il faudrait comprendre en quoi cette volonté de puissance est vraiment différente de celles des autres puissances¹⁸. S'agissant maintenant de juillet 14, l'antithèse au paradigme allemand, si elle reconnaît la responsabilité des dirigeants de ce pays dans la mauvaise gestion de la crise, fait partager cette mauvaise gestion à l'Autriche-Hongrie dont l'inflexibilité dans les derniers jours de juillet est manifeste, à la Serbie dont une partie des autorités a couvert l'attentat, à la Russie qui a précipité le tempo, à la France qui n'a pas manifesté une grande ardeur à freiner la Russie, à la Grande-Bretagne qui en envoyant des messages assez contradictoires s'est privé de réellement peser sur le conflit, contrairement aux crises marocaines.

Cette thèse de la « *slide into war* » de la part des différents belligérants a été en vogue dans les années 30 avec Sydney B. Fay et Bernadotte Schmidt¹⁹ ; elle revient à l'honneur avec Christopher Clarke, sans que les tenants du paradigme allemand aient désarmé pour autant (par exemple chez un historien comme Gerd Krumeich²⁰, ou un spécialiste des relations internationales comme Dale Copeland²¹). En

¹⁶ Fritz Fischer, *Griff nach des Weltmacht*, 1961 ; tr. fr., *Les Buts de guerre de l'Allemagne impériale*, Paris, Trévisé, 1970

¹⁷ Annika Mombauer, *Helmuth von Moltke and the Origins of the First World War*, Cambridge, CUP, 2001, pp. 173-176.

¹⁸ A cet égard, l'analyse de Christophe Charle sur les sociétés impériales a toute sa place : *La Crise des sociétés impériales. Allemagne, France, Grande-Bretagne (1900-1940) : essai d'histoire sociale comparée*, Paris, Seuil, 2001.

¹⁹ Bernadotte Schmidt, *Comment vint la guerre*, Paris, Société d'Histoire de Guerre, 1932

²⁰ Gerd Krumeich, *Le feu aux poudres : Qui a déclenché la guerre en 1914*, Paris, Belin 2014.

²¹ Dale C. Copeland, « International relations theory and the three great puzzles of the First World War », dans the « *Outbreak of the first world war*, op. cit., p. 167-198.

revanche, la thèse de la responsabilité allemande quasi-unique a été dominante dans les années 1920 chez les historiens alliés, dont Pierre Renouvin, puis chez les historiens allemands après la controverse Fischer.

En général, sauf quelques exceptions, une sorte de division du travail s'est instaurée entre les historiens qui travaillent sur les causes profondes, et ceux qui travaillent sur le récit de l'enchaînement des décisions en juillet 14. Notre modèle offre un cadre intellectuel qui articule les différents régimes de causalité d'une manière générale et les pondère dans le cadre d'un modèle d'un acteur rationnel. Quand on offre un récit, il est difficile d'articuler plusieurs plans, l'arrière-plan et l'immédiateté, même si tous les bons historiens s'attachent à le faire. Le modèle par son caractère compact permet de le faire d'une façon très lisible.

S'agissant de la compréhension du jeu d'acteurs tel qu'il s'est déroulé en juillet 14, il nous semble que notre contribution peut être appréciée à trois niveaux : d'abord, l'explication de l'entrée en guerre de l'Allemagne, ensuite l'acceptation par la France de la confrontation avec l'Allemagne et enfin à un niveau plus général, comprendre comment la guerre aurait pu être évitée.

1 – La calibration permet de montrer que la raison de la guerre préventive – au sens où, du point de vue de l'Allemagne, la guerre était moins risquée en 1914 qu'ensuite – est en fait la seule qui puisse expliquer son entrée en guerre. Le consensus parmi les historiens est sans aucun doute que la guerre préventive a joué un certain rôle pour les décideurs allemands de juillet 14. Ici, il devient le seul motif que fait ressortir la calibration. C'est un peu plus qu'une confirmation, puisque notre résultat renforce ceux qui pensent que l'Allemagne a mené uniquement une guerre préventive. En un mot, l'Allemagne se lance dans la guerre pour desserrer ce qu'elle perçoit comme un étau mais elle n'a pas de gain substantiel à espérer en cas de victoire, à part de parvenir à un statut hégémonique en Europe, un élément par nature difficile à calibrer.

2 – Pour la France, la calibration apporte les éléments plus nouveaux dans le débat historiographique. D'abord, elle permet de montrer que le raisonnement de la guerre préventive fonctionne également pour la France et sans doute au moins aussi bien que pour l'Allemagne. Nous retrouvons là l'intuition des meilleurs historiens de la politique française de cette époque, Pierre Renouvin²² et John Keiger qui ont cherché à expliquer qu'en dépit de son impréparation, la France ait accepté d'en découdre en 14. Mais, et c'est un élément fondamental, la calibration fait ressortir un second élément essentiel, le gain potentiel que représente l'Alsace-Lorraine en cas de victoire. À part la charge affective dont nous ne tenons pas compte, c'est un gain potentiel important de l'ordre du poids démographique de la France de l'époque. Or ce motif n'est jamais mentionné dans l'historiographie, car effectivement il n'est jamais apparu dans le discours des dirigeants français. S'ils ont eu la suprême habileté de ne jamais en parler, cette motivation n'a pas pu leur échapper, et en particulier à Raymond Poincaré qui le mentionne dans le brouillon de sa déclaration sur l'Union Sacrée, avant de le biffer sur les conseils de deux membres du conseil, Thomson et Augagneur²³. Les biographes font le portrait d'un homme

²² Depuis les révélations de Stefan Schmidt (*Frankreichs Aussenpolitik in der Julikrise 1914: Ein Beitrag zur Geschichte des Ausbruchs des Ersten Weltkriegs*. Munich, Oldenbourg, 2009), il est pourtant acté que Pierre Renouvin n'était pas le mieux placé pour juger de l'action du gouvernement français, ayant été lui-même un conseiller de Raymond Poincaré.

²³ J. Keiger, *op.cit.*, p.187.

dissimulateur, secret, qui pense comme beaucoup de ses contemporains que seule une guerre permettra de récupérer l'Alsace-Lorraine. Jaurès²⁴ lui fait le pari inverse, et pense que l'évolution naturelle de l'Allemagne l'amènera à se démocratiser et que le statut de ces deux provinces sera appelé à être discuté pacifiquement dans le futur.

C'est là un élément totalement nouveau pour la compréhension de la stratégie des décideurs français. Certes la France n'a pas joué de rôle actif dans le déclenchement de la guerre. Mais elle n'a rien fait pour l'empêcher. On l'a souvent dépeinte comme une victime. Oui, mais une victime consentante²⁵ ! Et c'est ce consentement que le modèle et sa calibration permettent de percer à jour. Du fait au moins des circonstances, en raison de la croisière sur la Baltique des dirigeants français jusqu'à Saint-Petersbourg du 14 au 29 juillet, la France a été « cornérisée » par la Russie et l'Allemagne qui, chacun de leur côté, l'ont piégée et ont réduit son espace stratégique. Généralement, dans une telle situation, on essaie de se débattre et de s'échapper. Or ce qui frappe, c'est le sang-froid de Poincaré et le fait qu'il n'ait pris aucune initiative pour échapper au piège de la guerre qui lui était tendu, par exemple en proposant via l'Angleterre une grande conférence internationale à 6 pays cette fois, Russie et Autriche-Hongrie incluses²⁶. Par défaut, s'il n'a pas cherché à éviter le piège de la guerre, c'était qu'il pensait que la guerre représentait une véritable opportunité et c'est cette opportunité que le modèle et sa calibration révèle en toute lumière. Viviani²⁷ est le seul dirigeant qui ait commencé à paniquer, sans doute en raison du sentiment de se faire piéger. Mais il a abandonné les commandes à Poincaré, le sachant plus expérimenté en politique étrangère. Dans le cas d'espèce de la France, il nous semble que la prédiction tirée du modèle vient utilement compléter les déficiences du récit.

3 – Si le modèle fonctionne pour comprendre ce qui est arrivé, il peut aussi être utile pour penser comment le contrefactuel aurait pu survenir, comment la guerre aurait pu être évitée. Si l'entente franco-russe et plus encore l'entente avec l'Angleterre avait fonctionné comme une vraie coalition avec une décision conjointe, on peut penser que la guerre aurait pu être évitée. D'une manière générale, dans un jeu, il peut être avantageux de jouer en premier, car cela permet de réduire l'espace stratégique des autres joueurs et ainsi de manipuler l'issue du jeu. La compréhension de cet avantage de jouer en premier (leader dit de Stackelberg²⁸) a été bien perçue à deux reprises en 1914. D'abord,

²⁴ Jean Jaurès, *La guerre franco-allemande (1870-1871). La Commune*, t. XI de *l'Histoire socialiste*, Paris, Rouff, s. d. (1908), 496 p. Réédition Flammarion, 1971, avec une préface de Jean-Baptiste Duroselle et une postface de Madeleine Reberieux, 395 p.

²⁵ Antoine Prost, *Le Monde*, 4/11/2013 : « Dans l'ensemble, l'analyse de Pierre Renouvin a été confirmée depuis, avec cependant une réserve d'importance : il s'interroge peu sur le rôle de la France. On ne voit pas que Raymond Poincaré n'est guère intervenu pour tenter d'enrayer la mécanique qui conduisait à la guerre. Ce sera l'enjeu de débats toujours vivaces. Pour Pierre Renouvin, les empires centraux ont imposé la guerre à l'Europe. Dix ans plus tard, l'historien - et combattant de la Grande Guerre - Jules Isaac lui fera observer qu'elle l'a délibérément acceptée. »

²⁶ Il est assez incompréhensible d'ailleurs que l'Angleterre ait proposé une conférence à 4, Allemagne, France, Italie, Grande-Bretagne, excluant l'Autriche-Hongrie qui était quand même la victime de l'attentat de Sarajevo. Que cette dernière refuse était on ne peut plus normal et pouvait être anticipé. Il resterait à comprendre comme Edward Grey, le ministre des affaires étrangères de la Grande-Bretagne n'a pas pu anticiper pourquoi cette idée de conférence ne pouvait être qu'un échec.

²⁷ Christopher Clark, *op.cit.*, p.442.

²⁸ Economiste allemand ayant travaillé pendant les deux guerres. De fait, le concept de leader de Stackelberg était inconnu à l'époque !

par la coalition austro-allemande avec l'ultimatum à la Serbie qui s'adresse en ricochet à la Russie et à l'Entente. L'erreur majeure des partenaires de l'Entente est d'avoir laissé l'Autriche-Hongrie jouer la première. S'ils avaient deviné les intentions de cette dernière, que pourtant les dirigeants connaissaient dans leurs grandes lignes, la France, la Russie et l'Angleterre auraient dû prendre une initiative pour lui couper l'herbe sous le pied sur le plan diplomatique. L'Allemagne a compris tout le parti stratégique qu'elle pouvait tirer du fait que l'Autriche-Hongrie allait défier la Russie par Serbie interposée. Une initiative diplomatique franco-russe pour lier les mains de la Serbie aurait gêné l'Autriche-Hongrie. Cet avantage de jouer en leader a été utilisé une deuxième fois par la Russie, cette fois-ci aux dépens de la France. L'espace stratégique de la France s'en est trouvé considérablement réduit et la Russie a en quelque sorte forcé la France à la suivre sur la voie d'une politique de dissuasion vis-à-vis de l'Allemagne en offrant à cette dernière une position de victime. Le modèle permet de comprendre comment la longue période de passivité de l'Entente entre le 28 juin, jour de l'attentat, et l'ultimatum austro-hongrois le 24 juillet, et ensuite la passivité de la France qui a laissé réagir son partenaire russe à sa guise, ont été préjudiciables aux chances de préserver la paix. C'est un élément déterminant pour expliquer la survenance de la guerre en juillet 14 et spécifiquement à cette date. La crise a été du point de vue des alliés de l'Entente très mal gérée. Ils se sont fait amener là où certains décideurs militaires allemands voulaient les y conduire. Les circonstances ont donné la main à l'Autriche-Hongrie et les membres de l'Entente n'ont rien fait pour la lui disputer.

Il nous semble donc que nous livrons des pièces nouvelles au dossier. Nous allons maintenant rappeler les éléments essentiels de la situation diplomatique à la fin de juillet 1914.

REPRENDRE

3. Rappel de la situation diplomatique à la fin du mois de juillet 14

La décision d'entrer en guerre n'a pas été simultanée en 14-18 entre les 6 grands acteurs européens de l'époque, les membres de la triple Alliance et de la triple Entente. L'Autriche-Hongrie tire la première en déclarant la guerre à la Serbie, puis la Russie essaie de dissuader avec ses ordres de mobilisation. L'Allemagne et la France se décident et enfin la dernière à se prononcer est la Grande-Bretagne. Nous nous intéressons spécifiquement à la décision allemande et française d'entrer en guerre, une fois connues les décisions autrichiennes et russes et avant que la décision anglaise soit connue. Pour être précis, nous nous situons après la décision autrichienne de déclarer la guerre à la Serbie le 28 Juillet, après le retour de Poincaré le 29 juillet sur le sol français, et après la mobilisation générale russe du 30 Juillet. L'Allemagne a déjà décidé de décréter « le danger de guerre imminent » le 31 mais la déclaration de la guerre à la Russie, quoique proche, n'est pas encore prononcée. En quelque sorte, l'Allemagne a rempli sa fonction de dissuasion par rapport à la Russie et satisfait ses obligations morales par rapport à l'Autriche-Hongrie, tout comme la Russie a respecté ses obligations morales d'assistance à la Serbie et de tentative de dissuasion de l'Autriche-Hongrie. Mais la Russie n'a encore déclaré la guerre à personne. Et donc la question qui se pose à l'Allemagne est de savoir si elle déclare la guerre à la Russie et ce qu'elle fait sur le front ouest. Nous nous plaçons avant le 1 Aout à 23h où Guillaume II dit à Moltke : « vous pouvez faire ce que vous voulez »²⁹. Les décisions autrichiennes et russes ont été prises, mais précisons que la mobilisation générale russe ne signifie pas forcément la guerre et en particulier la guerre à l'Allemagne. Du côté de la France, nous nous situons

²⁹ Gerd Krumeich, *Le Feu aux poudres : qui a déclenché la guerre en 1914 ?*, Paris, Belin, 2014, p. 183.

après la visite de l'ambassadeur d'Allemagne Von Schoen qui adressa le 31 juillet 1914 au président du Conseil, René Viviani, un ultimatum en provenance du chancelier von Bethmann-Hollweg selon lequel la France avait 18 heures pour annoncer sa neutralité dans le conflit entre l'Allemagne et la Russie. La France ne répondit pas à cet ultimatum mais décida la mobilisation générale. Des deux côtés, la décision anglaise n'est pas encore connue. La France est donc placée dans la décision d'accepter ou de refuser la guerre que lui propose l'Allemagne, non de déclencher la guerre à l'Allemagne³⁰.

Il est important de bien comprendre que le scénario contrefactuel dans l'hypothèse où le pays déciderait de rester en paix n'est pas exactement identique dans les deux pays.

Pour l'Allemagne, le scénario contrefactuel est de retrouver la France et la Russie à combattre quelques années plus tard avec toujours une participation incertaine de l'Angleterre, et donc en définitive toujours une campagne sur deux fronts mais des adversaires mieux préparés, la France en ayant digéré la Loi des 3 ans et la Russie ayant eu le temps de remédier à de nombreux déficits et en particulier de procéder à la construction de lignes de chemin de fer permettant de transporter des troupes jusqu'à la frontière allemande. L'option de ne pas déclarer la guerre à la Russie ne pouvait être considérée comme un lâchage de l'Autriche, vu que l'Allemagne avait déjà mobilisé. Les dirigeants allemands auraient pu penser que la seule mobilisation de son armée serait de nature à dissuader la Russie d'intervenir au côté de la Serbie, et que l'Autriche aurait le temps de faire le coup de main contre la Serbie.

Le scénario contrefactuel pour la France s'inspire d'une suggestion le 31 juillet du ministre des affaires étrangères de Grande-Bretagne, Edward Grey, qui propose de laisser face à face les deux armées françaises et allemandes de chaque côté de la frontière franco-allemande et de laisser la Russie et la Serbie en découdre avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Dans ces conditions, l'issue de la guerre ne peut faire de doute, la France va assister à la défaite militaire de la Russie et elle ne pourra plus compter sur son appui dans une guerre future, soit parce que celle-ci aura été vaincue, soit parce que cette dernière aura perdu confiance dans les engagements de la France. Dans ces conditions, le scénario contrefactuel imagine une France se retrouvant à affronter seule une Allemagne ayant vaincu la Russie et ne pouvant toujours compter que sur une participation incertaine de l'Angleterre. Nous retrouvons là le raisonnement exposé par Pierre Renouvin (1955) ici cité par Jacques Droz³¹. « *Si le gouvernement français avait profité de cette action unilatérale de la Russie pour se refuser à toute action armée, il se serait retrouvé à bref délai devant une Russie écrasée et par conséquent devant l'hégémonie allemande sur le continent* ».

Il s'agit à notre connaissance de la troisième tentative de modélisation des enjeux du déclenchement de la guerre de 14, les précédentes étant celles des politistes Nazli Choucri et Robert North³², la seconde de Frank C Zagaré³³, professeur de sciences politiques, à l'aide de la théorie des jeux. Dans une large mesure, l'exercice proposé est moins ambitieux que les précédents car nous ne cherchons

³⁰ Si la France avait déclaré la guerre à l'Allemagne à ce stade, elle perdait assurément le concours de la Grande-Bretagne, et l'Italie était tenue de prêter son concours à l'Allemagne.

³¹ Jacques Droz, *Les causes de la première guerre mondiale, Essai d'historiographie*, Paris, Seuil, 1973, p.40.

³² Choucri, Nazli, et Robert C. North. *Nations in Conflict: National Growth and International Violence*. San Francisco, W. H. Freeman, 1975.

³³ Frank C. Zagaré, *The game of July : explaining the great war*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 2011

pas à modéliser l'ensemble du jeu sur toute la période de juillet 14. Notre objectif est plus restreint et se nourrit d'une perplexité relative quant aux choix des formes des fonctions de gains retenus par Frank Zagaré. Les fonctions de gains des joueurs sont des ingrédients essentiels d'une analyse en termes de théorie des jeux. Ici notre effort porte justement sur une modélisation un peu sophistiquée de cette fonction de gains des décideurs³⁴ dans le dilemme guerre ou paix. Cette étape de la construction de la fonction de gain est absolument indispensable, et constitue un préalable pour une analyse en termes de jeux. Nous prédisons seulement la réaction de l'Allemagne et de la France à une étape du jeu, sans le résoudre dans sa globalité. Il est très probable que les dirigeants allemands ont anticipé qu'ils pourraient se trouver à ce nœud de l'arbre de décision où ils se trouvent le 31 juillet et qu'ils aient déjà en quelque sorte déjà acté qu'en cette éventualité la guerre serait plus qu'une option possible, une option tentante. En revanche, il ne semble pas qu'il existe de trace de délibération collective des dirigeants français au début juillet au sujet d'un cas de figure tel que celui qu'ils ont eu à affronter le 31.

Nous construisons un modèle de théorie de la décision dans un contexte dynamique et sa calibration révèle qu'il était dans l'intérêt pur de l'Allemagne et de la France de décider une guerre courte, décisive en quelques mois comme les quelques mois qui restaient à courir avant le début de l'année 1915. Par intérêt pur, nous entendons par là que nous ne tenons pas compte d'une obligation morale de respecter les accords d'assistance mutuelle entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie et entre la France et la Russie, en cas d'agresseur d'un tiers. Le cadre de la discussion envisage froidement pour les deux acteurs de raisonner comme s'ils n'étaient pas liés par des accords passés. Ainsi nous montrons qu'il était dans l'intérêt même de ces deux pays de se lancer dans une guerre courte, quelles que soit les considérations morales qui penchaient déjà de ce côté-là. Nous montrons aussi que la décision de se saisir de l'opportunité de déclencher une guerre européenne était non seulement un équilibre de Nash mais aussi un équilibre en stratégie dominante³⁵ lorsqu'on s'intéresse au sous-jeu franco-allemand de la fin de juillet 14, la Russie et l'Autriche-Hongrie ayant déjà joué et l'Angleterre attendant pour se décider de connaître les décisions allemandes et françaises.

Intérêt pour qui : pour les dirigeants ou pour les peuples ? C'est une question légitime. Dans un état démocratique comme l'étaient la Grande-Bretagne et la France et dans une moindre mesure l'Allemagne au début du XXIème siècle, il n'était pas sans doute pas concevable de pouvoir livrer une guerre impliquant des armées nationales sans le consentement des peuples. Le contexte de 1914 est cependant particulier dans la mesure où les dirigeants de chaque pays ont réussi à vendre à leur opinion publique, comme Jean-Jacques Becker l'a bien souligné, que chaque pays était placé en situation de légitime défense. Le raisonnement vaut encore pour des pays autoritaires comme la

³⁴ Cf pour des modélisations concurrentes en sciences politiques, Bruce Bueno de Mesquita *The War Trap*. New Haven: Yale University Press, 1981, et Robert Powell, *In the Shadow of Power: States and Strategies in International Politics*, Princeton, NJ: Princeton University Press, 1999.

³⁵ Le fait de passer de l'équilibre de Nash à un équilibre en stratégie dominante dans le sous-jeu impliquant la France et l'Allemagne est évident dans le choix entre guerre et paix car pour faire la guerre, il suffit d'un protagoniste. Le choix guerre pour l'un et paix pour l'autre n'est pas dans l'ensemble des possibles. Le pays a toujours intérêt à se défendre, sauf dans le cas de la Belgique qui était juste un pays de transit. Si on élargit le jeu à l'Autriche et à la Russie, l'Allemagne et la France sont des suiveurs de Stackelberg car l'Autriche-Hongrie et la Russie ont joué en premier. Il resterait à comprendre si pour l'Autriche-Hongrie et la Russie, la décision qu'ils ont prise a été rationnelle et correspond à une un équilibre de Stackelberg (meilleure réponse du leader, sachant la réponse des suiveurs). Nous abordons cette question dans la dernière section.

Serbie, l'Autriche-Hongrie et la Russie. Nous pouvons alors dans le cas d'espèce nous affranchir de la contrainte de l'opinion publique et raisonner comme sans dissocier l'intérêt des dirigeants et des peuples.

Notre modèle fait une place très importante au fait que la guerre puisse arriver à l'avenir, à supposer que la paix prévale encore aujourd'hui. Ainsi le fait que le risque de guerre plane au-dessus des têtes est intégré dans le raisonnement, et ainsi est dissociée la décision de faire la guerre aujourd'hui du risque de guerre qui est déterminé par les alliances et leur antagonisme, le passé lointain et proche, le désir de revanche, la course aux armements, la volonté d'hégémonisme économique, qui sont tous des déterminants lourds du risque de guerre mais qui n'expliquent pas forcément pourquoi la guerre a lieu maintenant et non demain. Ainsi notre modèle est un modèle de décision *de l'instant* de la guerre qui prend en compte le fait que décider la paix aujourd'hui peut être juste synonyme d'un report de la guerre demain. Notre modèle permet donc de dissocier dans un modèle formel les causes immédiates de la guerre (la contingence liée par exemple au déroulement des événements et à l'ordre dans lequel les acteurs se décident) des causes plus profondes de la guerre et dans cette mesure notre modèle éclaire les différents régimes de causalité, les origines immédiates de la guerre selon la terminologie de Pierre Renouvin³⁶, étant dissociées mais influencés par les facteurs profonds. Notre modèle permet d'expliquer pourquoi la guerre en juillet 1914 du côté allemand et d'une manière plus surprenante du côté français.

Ce modèle permet d'intégrer la notion de guerre préventive dans le processus de décision qui a été très prégnant chez les décideurs allemands en 1914. Il valait mieux faire la guerre maintenant que plus tard, du fait que les chances de victoire vues du côté allemand étaient estimées déclinantes à l'avenir. Cet argument est bien à l'esprit des décideurs allemands de juillet 1914 et nous en offrons deux indices, l'un bien connu pour les décideurs militaires allemands "*The rapid expansion of Russian power prior to the war was so alarming to German military planners that they pressed their political leadership to find a casus belli with the Romanovs as soon as possible*".³⁷ L'autre concerne des décideurs civils, en l'occurrence, Gottlieb von Jagow, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères qui déclare à l'ambassadeur allemand Lichnowsky en Grande-Bretagne le 12 Juillet "*Il faut que nous fassions en sorte de localiser le conflit entre l'Autriche et la Serbie. Cela dépend en premier lieu de la Russie, et ensuite de l'influence des autres membres de l'Entente. Je ne souhaite pas une guerre préventive mais si le combat s'offre à nous, nous ne faiblirons pas*".³⁸ » Bethmann-Hollweg était obsédé par la Russie. « *L'avenir appartient à la Russie* ³⁹ » « *Ce fut en un certain sens une guerre préventive. Mais que voulez-vous faire ? Quand la guerre menace, quand elle sera dans deux ans infiniment plus dangereuse et inévitable, et quand les militaires vous disent : maintenant il est encore temps, dans deux ans, il sera trop tard*⁴⁰ » Nous offrons un modèle de décision dans un contexte dynamique qui permet de quantifier dans un choix entre guerre et paix cette notion de guerre préventive, et même de façon plus large que le choix entre guerre et paix englobe le choix entre guerre aujourd'hui et guerre demain en cas de risque élevé de guerre.

³⁶ P. Renouvin, *Les origines immédiates*, op. cit.

³⁷ A. Mombauer, *op. cit.*, p. 173-176.

³⁸ Cité par Clark, *op. cit.*, p. 511 édit Fran.

³⁹ J. Droz, *op. cit.*, p.114.

⁴⁰ J. Droz, *op. cit.*, p.120.

Le fait qu'il était dans l'intérêt de l'Allemagne d'entrer en guerre en 1914 ne constitue pas sans doute une grande surprise pour les historiens. En revanche, pour la France la vision des historiens est moins nette et on pourrait s'attendre à ce que soit l'inverse. Si la guerre préventive était dans l'intérêt de l'Allemagne, elle ne l'était pas dans l'intérêt de la France. Le raisonnement est juste si on prend la coalition franco-russe dans son ensemble et c'était le raisonnement allemand d'ailleurs qui sous-tendait la politique de « chèque en blanc » à l'Autriche-Hongrie au début juillet 1914. Les décideurs allemands pensaient que l'Entente ne bougerait pas pour la raison symétrique que l'Alliance avait intérêt à le faire. L'intérêt de l'Entente, si elle avait agi de concert était sans doute de différer l'affrontement. Toutefois, ce raisonnement n'est pas forcément juste s'appliquant à la France seule, sachant que la Russie a déjà choisi de mobiliser et a offert une occasion à l'Allemagne de l'attaquer, en lui donnant en prime le beau rôle, car cette dernière pourra légitimement apparaître comme l'agressée. C'est là le point capital. La France, si elle laisse la Russie seule face à l'Allemagne, ouvre la possibilité d'une guerre future où elle affrontera seule l'Allemagne, situation désavantageuse par rapport à la situation où l'Allemagne doit combattre sur deux fronts. A partir du moment où la Russie a joué sa participation en solo (pour une raison largement fortuite, les dirigeants français étaient difficilement joignables car ils étaient en croisière, de retour de Saint-Petersbourg), la Russie a offert une option stratégique à l'Allemagne d'affronter séquentiellement la Russie puis la France, ce que cette dernière s'est évertuée d'éviter au moins depuis 1890. Ce point essentiel, qui a échappé à beaucoup d'historiens, généralise le raisonnement de la guerre préventive dans le sens qu'il vaut mieux s'engager dans une guerre aujourd'hui pour éviter le scénario d'une guerre future dans des conditions plus désavantageuses, même si les chances de gagner la guerre aujourd'hui ne sont pas très élevées. En définitive, dans des contextes différents, la France et l'Allemagne se sont engagés dans la guerre pour les mêmes raisons : éviter une guerre demain dans des conditions pires.

Ce type de raisonnement est esquissé par J.F.V. Keiger⁴¹, le meilleur connaisseur anglo-saxon des décideurs français de 1914, « *The question remains as to why France, seemingly unready for conflict, did in the end go to war in 1914.... But, even if the decision had not been made for her, French leaders would probably still have felt compelled to fight. Like Britain it was for negative reasons – because not to have done so would have been a threat to her national security in the short and long run.* »

Certes la France n'était pas dans la meilleure situation pour gagner la guerre mais elle eut été dans une situation pire dans le futur si elle avait laissé la Russie se faire écraser par l'Allemagne dans une guerre asymétrique. Notre calibration permet de faire intervenir la différence de probabilité d'être vainqueur en 1914 et dans une guerre survenant plus tard. Cette différence de probabilité est positive pour les deux pays, car les scénarios contrefactuels pour chaque pays de rester en paix sont différents si l'option paix est retenue pour le présent, permettant à l'argument de guerre préventive de jouer de tout son poids pour la France comme pour l'Allemagne .

4. Un modèle général de décision entre paix et guerre dans un contexte dynamique.

⁴¹ "France's unreadiness for war in 1914 and its implications for French decision-making in the July crisis", in *The outbreak of the first world war, structures, politics, and decision making*, edited by Jack S Levy and John A. Vasquez, Cambridge, CUP, 2014

Nous modélisons le choix rationnel d'un décideur *neutre au risque* (pas d'aversion ni de goût du risque) entre paix et guerre. Un décideur soupèse les gains en cas de victoire notés G qui sont positifs par définition et les pertes, notées L qui sont calculées **positivement**⁴². La victoire intervient avec une probabilité p et la défaite avec probabilité $1-p$. L'espérance du coût de la guerre C est supposé identique dans les deux éventualités. C'est une pure convention car si le coût était plus important en cas de perte, le surcroît de coût peut être identifié à une perte supplémentaire. C , L et G sont comptabilisées dans la même unité.

Dans un contexte statique, si l'horizon du décideur n'a aucune profondeur, la règle suivante semble donc naturelle. La guerre est décidée si le bénéfice espéré dépasse les pertes espérées augmentées du coût de la guerre

$$pG > (1-p)L + C \quad (1)$$

où encore

$$p(G+L) > C+L \quad (1')$$

Cette seconde écriture fait apparaître deux nouveaux termes intéressants.

$G + L$ peut être qualifié de gain différentiel puisque L a été enregistré comme une quantité positive. C'est l'écart entre la perte et le gain et il est toujours positif.

$C + L$ peut être qualifiée de perte généralisée puisque c'est la somme de la perte et du coût de la guerre. C'est la perte sûre dans le cas d'une défaite.

La formule (1') révèle que si la victoire est certaine, il faut au moins que le gain différentiel soit supérieur à la perte généralisée.

Une reformulation de cette inéquation indique que si la victoire n'est pas certaine, il faut que le ratio du gain différentiel à la perte généralisée soit dans un rapport au moins égal à $1/p$ pour entrer en guerre

$$\frac{G+L}{C+L} > \frac{1}{p} \quad (1'')$$

Ainsi s'il n'y a qu'une chance sur deux de gagner la guerre, alors il faut que le gain différentiel soit au moins deux fois supérieur à la perte généralisée pour avoir intérêt à déclarer la guerre. L'intérêt de cette formulation est de bien montrer que l'analyse statique se ramène au calibrage de deux paramètres, la probabilité de victoire et ce ratio d'avantage sur coût noté γ

$$\gamma = \frac{G+L}{C+L} \quad (1''')$$

Et donc la règle très simple qui ne contient plus que deux paramètres dans le cas statique pour décider la guerre devient :

⁴² Le jeu entre la France et l'Allemagne n'est pas forcément à somme nulle, car rentre en ligne de compte les pertes et les gains potentiels sur d'autres pays, Belgique et Russie pour l'Allemagne.

$$\gamma > 1/p$$

(1*)

Cette règle valable dans un cadre statique ne prend pas en compte une dimension essentielle dans un cadre dynamique. Si le décideur choisit la paix maintenant, la possibilité d'une guerre se retrouvera peut-être sur son chemin dans quelque temps, soit qu'elle lui sera imposée, soit qu'il aura l'occasion de saisir « cette opportunité ». En fait, choisir la paix maintenant c'est choisir la paix pendant un certain temps et une option de faire la guerre ensuite, alors que choisir la guerre c'est choisir la guerre maintenant et choisir la paix après la guerre.

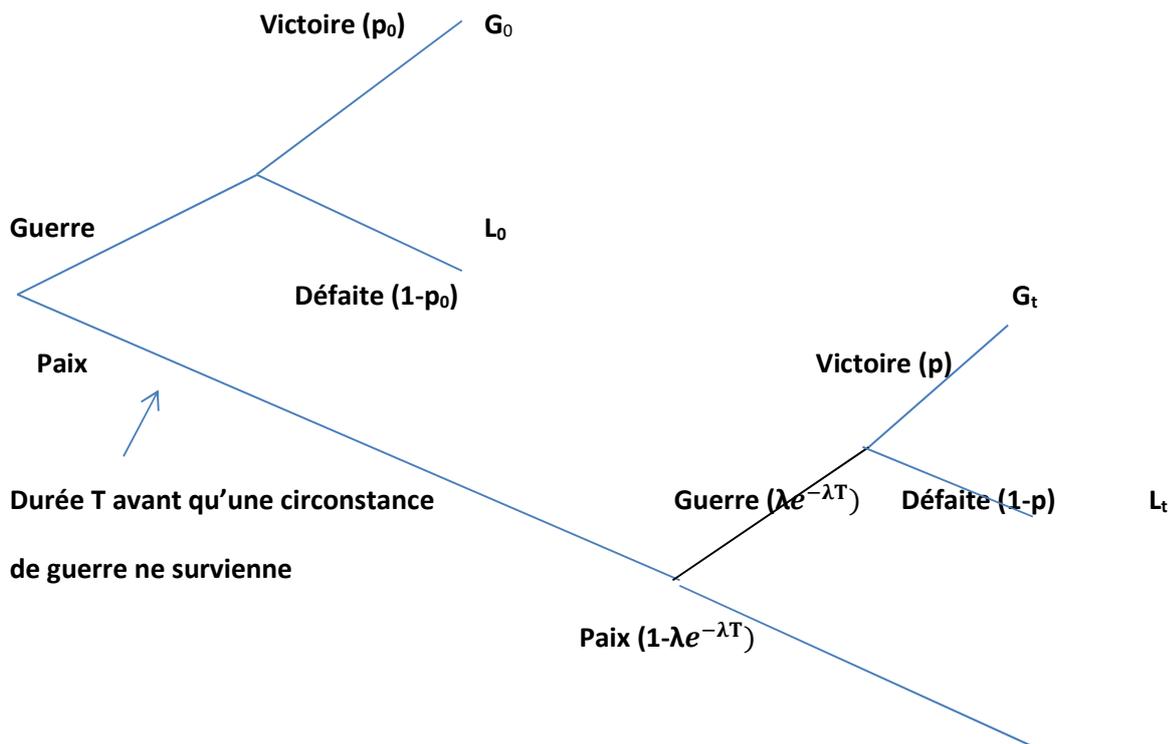
Nous ne modéliserons pas le fait que l'option guerre puisse ouvrir l'occasion d'une seconde guerre future. En quelque sorte, la guerre immédiate éteint les possibilités de guerre future immédiate et le décideur se représente la paix succédant à la guerre (avec les conséquences de la guerre) comme définitive. Cette paix post-guerre devient un « état absorbant ». De nombreuses décisions dans la vie courante présentent cette caractéristique commune où l'un des deux termes de la décision devient absorbant. Par exemple, la décision pour un locataire de devenir propriétaire. S'il n'achète pas aujourd'hui, alors il a toujours la possibilité d'acheter demain. En revanche, la décision d'acheter aujourd'hui (parce qu'il n'habite qu'un seul logement) fait qu'il rate l'opportunité d'acheter demain. La décision d'accepter un emploi à plein temps pour un chômeur renvoie à la même problématique. Elle l'empêche d'accepter dans un proche avenir un autre emploi, du fait qu'un seul emploi à plein temps peut être occupé par unité de temps. Après un certain temps, la personne employée retrouve évidemment la possibilité de quitter son emploi pour un meilleur emploi, comme le propriétaire retrouve la possibilité de vendre son logement pour en acquérir un qui lui convienne mieux. Faire la guerre présente cette même caractéristique de rendre très peu probable de faire la guerre dans un proche avenir au moins avec le même adversaire et pour le vaincu et pour le vainqueur. Pour le vainqueur, parce qu'il est arrivé à ses fins, pour le vaincu parce que le pays n'en a plus les ressources. Après un certain temps, la possibilité de refaire une guerre s'offre de nouveau mais comme la possibilité de cette nouvelle guerre ne peut être envisagée par le décideur avant que la première n'ait eu lieu, il s'en suit que les éléments de son apparition éventuelle sont trop vagues pour être intégrés dans un raisonnement élaboré initialement. Dans le cas qui nous occupe, il serait par trop irréaliste de supposer qu'avant même que la première guerre mondiale n'ait encore été décidée, un décideur envisage froidement la possibilité qu'il y en ait une seconde, alors même qu'il ne connaît pas le dénouement de la première. Chaque gouvernement se place dans le cas de figure où la paix suivant la guerre serait un état absorbant. Ainsi Arthur Zimmermann sous-secrétaire des affaires étrangères déclare-t-il au moment où l'Allemagne décline les propositions de paix du président Wilson en 1916 *« De toute façon l'Allemagne désire terminer la guerre par une paix durable. Actuellement ce désir ne pourrait être réalisé par un traité.. Sa réalisation prévoit un règlement de compte non seulement avec la France, mais aussi avec la Russie et l'Angleterre. Sinon dans quelques années, nous nous verrions contraints à une nouvelle guerre, avec la puissance de l'entente, ce que le peuple allemand, après l'épreuve de force qu'il subit actuellement, s'efforcera d'éviter⁴³. »*

Nous adaptons le modèle du marché de recherche d'emploi apparu avec les travaux de Mortensen (1970) et McCall (1970) et dont on peut trouver une synthèse accessible dans Dale Mortensen (1986) qui a obtenu le prix Nobel d'économie pour ses travaux justement sur ce modèle en compagnie de Peter Diamond et de Christopher Pissarides. Le modèle générique est un modèle d'état stationnaire.

⁴³ Fritz Fischer, *Les buts de guerre de l'Allemagne impériale, 1914-1918*, Paris, Ed. de Trévise, 1970, p. 128.

Ici nous l'adaptant en admettant un élément de non-stationnarité dans la mesure où les paramètres de la guerre future peuvent diverger de ceux de la guerre présente. Nous ne mettons en équation que les choses que nous pouvons calibrer d'une manière raisonnable dans le contexte de celui de la première guerre mondiale. Le schéma suivant précise l'arbre de décision tel qu'il se présente au décideur initialement. Avec une certaine probabilité (voir plus bas pour une présentation et l'interprétation de ce paramètre), une possibilité de guerre se présente si l'option paix est choisie.

ARBRE DE DECISION entre les alternatives paix et guerre



L'arbre de décision permet de visualiser les termes de l'alternative pour chaque décideur, ici soit les dirigeants français, soit les dirigeants allemands. Au temps 0, ici fin juillet 1914, se présente le choix entre la guerre et la paix. Si la paix est choisie, alors à chaque instant la guerre peut survenir et la durée qu'il faut attendre avant que la guerre survienne est donnée par un processus de Poisson. Plus précisément la durée moyenne (l'espérance de durée) avec laquelle la circonstance de guerre va revenir, l'option paix étant choisie, est donnée par $1/\lambda$, λ étant un paramètre à calibrer. La probabilité que la circonstance de guerre arrive au-delà de la durée T est donnée par une exponentielle négative

$$e^{-\lambda T}$$

et donc la probabilité que la paix se maintienne au-delà d'une durée T (à partir de la date 0) est donnée par

$$1 - e^{-\lambda T}$$

Une autre façon de comprendre ce que mesure le paramètre λ est de réaliser qu'il est égal au taux de hasard. Le taux de hasard c'est le rapport entre la probabilité que la circonstance de guerre survienne juste à l'instant T sur la probabilité qu'elle ne soit pas encore survenue jusque-là, c'est-à-dire depuis

une durée T . Le taux de hasard est constant au cours du temps. La probabilité que la circonstance de guerre survienne sachant qu'elle n'est pas survenue jusque-là est constante est donnée par le paramètre λ compris entre 0 et 1.

Les conditions de la guerre si elle survient alors que la paix est choisie sont supposées stationnaires. Elles ne dépendent pas du temps (probabilité de victoire et gain afférent). En revanche nous introduisons un élément de non-stationnarité dans le modèle car les paramètres de la guerre en 0 peuvent être différents de la guerre future. Ainsi, la guerre initiale peut être gagnée avec une probabilité p_0 qui peut être différente de la probabilité future p et les gains et pertes associées à la guerre initiale G_0 et L_0 peuvent différer des gains et pertes associées à la guerre future, G et P .

Soit Y un indicateur du flux d'utilité liée à l'état de paix par unité de temps (par exemple une année). Nous considérons un environnement stationnaire et donc Y est constant. C'est par exemple le niveau du PIB en 1914 mais la croissance du PIB n'est pas modélisée⁴⁴. Le lecteur pourrait à juste titre demander plus d'explication sur ce paramètre mais si ce paramètre est utile dans l'analyse théorique, il ne joue aucun rôle dans l'analyse empirique car il disparaît dans les calculs de la formule commandant la décision de guerre.

Soit r le taux d'escompte psychologique du décideur, qui traduit que ce qui passe demain a moins d'importance que ce qui se passe aujourd'hui. Nous cherchons une formule mathématique décrivant la valeur des deux options, l'option de guerre et l'option de paix. La valeur de chaque option est donnée par l'espérance actualisée du flux d'utilité associée à chaque option. C'est la valeur du capital que représente cette option dans un état stationnaire à perpétuité.

V_w est la notation pour la valeur pour l'option guerre, V_p pour la valeur de l'option paix.

L'équation pour l'option guerre est donnée par la formule suivante qui est présentée en flux (elle peut être également présentée en stock)

$$rV_w = Y - C + pG - (1-p)L \quad (2)$$

Le placement dans le « capital guerre » rapporte par unité de temps le bien-être pendant la paix Y diminuée du coût de la guerre et augmentée de l'espérance nette du résultat de la guerre.

La modélisation en temps continu donne comme équation de la valeur de l'option paix

$$rV_p = Y + \lambda (V_w - V_p) \quad (3)$$

Le placement dans le « capital paix » par unité de temps rapporte le bien-être pendant la paix augmenté ou diminué de la différence de valeur associée au changement possible d'état – la différence entre la valeur de l'option guerre et celle de l'option paix – pondérée par le fait que cette option survienne. La pondération est donnée par le taux de hasard, la probabilité que la guerre survienne sachant qu'elle n'est pas encore survenue jusque-là. Par unité de temps, c'est justement le paramètre λ .

⁴⁴ Rappelons qu'en ces temps-là, la comptabilité nationale n'existait pas.

Dans un environnement complètement stationnaire où la paix et la guerre sont gouvernées par les équations (2) et (3) et où les paramètres de guerre sont immuables y compris en période 0, alors le lecteur peut vérifier au prix de calculs simples que la règle optimale de décision de faire la guerre est encore obtenue à l'aide de l'équation (1)⁴⁵. D'une manière quelque peu surprenante au premier abord, la formule qui dicte la décision de faire la guerre dans un univers statique est encore celle qui prévaut dans un univers dynamique mais stationnaire.

Nous nous concentrons maintenant sur le cas d'un environnement non stationnaire, où seule la différence de probabilité de victoire diffère entre la guerre aujourd'hui et la guerre demain. Il nous semble en effet que c'est le seul scénario dans lequel se sont placés les décideurs de la guerre de 14 mais bien entendu les extensions où d'autres éléments diffèrent, comme les gains, les pertes ou les coûts peuvent être envisagés sans difficulté.

Maintenant dans le cadre d'un environnement non stationnaire l'entrée en guerre est prise si :

$$V_w(0) - V_p > 0$$

$$\text{Avec } rV_w(0) = Y - C + p_0G_0 - (1-p_0)L_0$$

Et V_w, V_p encore données par (2) et (3)

Proposition : Si la probabilité de victoire diffère entre maintenant et demain ($p_0 \neq p$) et que c'est le seul paramètre qui rend la guerre de demain différente de celle aujourd'hui, alors entrer en guerre aujourd'hui est optimale si et seulement si :

$$r(G+L)p_0 - C + L + \lambda(G+L)(p_0 - p) > 0 \quad (4)$$

Terme statique
Terme dynamique

Taux d'actualisation
Cause profonde (risque de guerre dans le futur)

La décision immédiate de faire la guerre dépend alors de deux termes, un terme statique, un terme dynamique pondéré chacun par deux facteurs différents, le taux d'actualisation pour le terme statique, et le taux de hasard de survenance de la guerre qui est impacté par toutes les causes profondes de la guerre, confiance entre les acteurs, histoire récente, etc.

L'intérêt de cette formule est d'abord de montrer comment la décision de faire la guerre aujourd'hui, les origines immédiates de la guerre selon la formule de Pierre Renouvin⁴⁶ est reliée aux causes profondes de celle-ci. La relation n'est positive que si la probabilité de gagner aujourd'hui est estimée supérieure à celle de gagner demain. Par conséquent le risque de guerre augmente la probabilité immédiate d'une guerre préventive et c'est un facteur que sans doute Raymond Poincaré a sous-estimé avec la loi des trois ans et le financement du renforcement des capacités opérationnelles de la Russie. En revanche, si le belligérant croit que l'issue de la guerre lui sera plus favorable dans le futur, alors l'externalité dynamique devient négative et elle va freiner l'entrée en guerre du belligérant

⁴⁵ La différence entre V_w et V_p est encore donnée par la formule (1).

⁴⁶ P. Renouvin, *Les origines immédiates*, op. cit.

rationnel. Un autre enseignement de la formule est que le coût de la guerre ne compte pas s'il reste constant entre aujourd'hui et demain. Le flux d'utilité en temps de paix a également disparu.

Finalement on peut faire apparaître le terme γ pour obtenir une formule très comparable à la formule (1*) où apparaît très clairement l'externalité dynamique

$$\gamma \left(1 + \frac{\lambda}{r} \left(\frac{p_0 - p}{p_0} \right) \right) > 1/p_0 \quad (4^*)$$



Externalité dynamique

qui vient magnifier ou au contraire minorer l'intérêt de faire la guerre aujourd'hui suivant que le succès demain est plus probable que le succès aujourd'hui. Cette externalité dynamique dépend d'une manière cruciale du rapport entre le taux de hasard de la survenance de la guerre dans le futur et le taux d'actualisation.

Cette formule ne fait intervenir que 5 paramètres, le taux d'actualisation, le taux de hasard d'une guerre future, la probabilité de victoire aujourd'hui, la probabilité de victoire demain et le ratio du gain différentiel à la perte généralisée. C'est un modèle parcimonieux et il est difficile d'imaginer un modèle qui le soit davantage.

Nous allons maintenant tenter de calibrer la formule (4*) dans le cas de la décision d'entrée en guerre de l'Allemagne et de la France à la fin de juillet 14. Il nous semble que cette calibration peut être tentée et le résultat conforte l'analyse des historiens qui pensent que des éléments de rationalité pure sont en mesure parfaitement de prédire la décision des décideurs allemands et français.

5. Calibration des cas français et allemands à la fin de juillet 14

L'idée importante ici est que, comme expliquée dans l'introduction, le scénario futur n'est pas le même entre la France et l'Allemagne. En conséquence le paramètre de probabilité p de victoire dans le futur est différent entre la France et l'Allemagne et sur les cinq paramètres, seuls p et γ sont spécifiques au pays considéré. En revanche, le taux d'actualisation, le taux de hasard et la probabilité de gagner la guerre aujourd'hui sont communs⁴⁷.

Tous les paramètres de coûts, de pertes et de gains sont rapportés à la population du pays en temps de paix (le paramètre Y) par commodité et donc vont être calculés en %. Cela ne change évidemment pas la formule (4*).

Les paramètres de coût associé à la guerre sont celui d'une guerre courte se finissant à Noël 14. Pour certains paramètres, nous proposons des intervalles de confiance avec l'idée de trouver des plages de paramètres plausibles permettant une analyse de sensibilité.

A-Calibration des paramètres communs à l'Allemagne et à la France

⁴⁷ Evidemment la probabilité de gagner de la France est la probabilité complémentaire de gagner de celle de l'Allemagne.

Taux d'actualisation annuel = Fourchette de taux d'intérêt sans risque : 2-3%

2% est une valeur standard qui correspond au taux d'intérêt nominal⁴⁸ sur les emprunts d'Etat les plus sûrs à l'époque. Le taux d'intérêt des emprunts d'Etat américains a été de 2,1% en moyenne sur la période 1910-1930⁴⁹. En même temps, le taux d'intérêt des emprunts français et allemands était à 3%, celui des emprunts britanniques à 2,75%. Pour cette raison, nous nous permettons de proposer une plage de 2% à 3%.

Taux de hasard annuel pour la survenance de la guerre dans le futur après 14: Intervalle de confiance 11%-20%

En 1951, Gerhard Ritter et Pierre Renouvin⁵⁰ se retrouvent à Mayence pour un consensus minimal pour écrire et enseigner l'histoire de la première guerre mondiale. «...*La méfiance était au plus haut, et dans les milieux dirigeants régnait l'idée que la guerre était inévitable ; chacun attribuait à l'autre des pensées d'agression ; chacun acceptait le risque d'une guerre et ne voyait la sauvegarde que dans les systèmes d'alliance et la course aux armements.* » Voilà ce risque que nous voudrions quantifier.

Les deux crises marocaines de 1905 et 1911, et évidemment 1914, rythment les affrontements potentiels entre la France et l'Allemagne. Le risque d'affrontement⁵¹, si on prolonge la tendance dans le futur, en raisonnant à partir de juillet 14, doit donc être élevé, comme le révèle la course aux armements. La course à l'augmentation des effectifs militaires est relancée en 1913, à l'initiative de l'Allemagne rapidement suivie par des programmes de renforcement du potentiel en France (Loi des 3 ans) et en Russie. L'analyse de Ferguson est à cet égard intéressante. La relative faiblesse de l'Allemagne la rend nerveuse à propos du renforcement militaire de l'entente. Le nombre d'hommes que l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne peuvent mobiliser en 1914 face de celles de la France, de la Russie, de la Belgique et de la Serbie est dans un rapport de 1 à 2,5. Bien sûr, les soldats ne sont pas tout, la préparation militaire, l'équipement et l'artillerie sont très importants et à cet égard, la comparaison des budgets militaires est instructive car le budget permet d'agréger les dimensions quantitatives et qualitatives. Même, si la France⁵² et la Russie consacrent un pourcentage un peu plus élevé de leur PIB à leurs dépenses militaires, que l'Allemagne (respectivement 3,9%, et 4,6% contre 3,5%⁵³), la parité stratégique en matière budgétaire est presque atteinte en 1913, les dépenses de l'entente franco-russe ne dépassant que de peu les dépenses des puissances centrales (7% en retrait

⁴⁸ Le taux d'inflation était quasi-nul avant la guerre de 1914. La théorie économique dit que le taux d'actualisation doit être égal au taux d'intérêt en l'absence de croissance économique. Ce n'est pas le cas avant la guerre de 14. Mais là nous laissons la théorie économique de côté car les éléments matériels sont évalués d'une manière démographique.

⁴⁹ Source : *Crédit Suisse Statistical Yearbook* 2016. Table 1 p.35.

⁵⁰ J. Droz, *op. cit.*, p.55

⁵¹ La perception du risque d'une guerre se répand dans l'opinion après 1911 ; cf. Jean-Jacques Becker et Gerd Krumeich, *La grande guerre : une histoire franco-allemande*, Paris, Tallandier, 2008, 2^e éd., 2012, p. 51-52. La première crise marocaine de 1905 constitue déjà une prise de conscience chez certains dont Charles Peguy et Jules Isaac ; cf. J.-J. Becker et G. Krumeich, *op. cit.*, p 33.

⁵² La France consacre près de la moitié de ses dépenses publiques (42%) aux dépenses militaires. Source: Keiger *op.cit.*, p.263.

⁵³ Niall Ferguson « *The pity of war*'' Penguin Books 1999 p. 443.

par rapport à 1904 où l'écart était plus conséquent 29%)⁵⁴. L'accroissement des budgets militaires dans la décennie précédant 1913 n'en demeure pas moins très impressionnant pour toutes les puissances européennes, à l'exception de l'Angleterre. Qu'on en juge, le pourcentage d'augmentation est de 114% pour l'Allemagne, de 95% pour l'Autriche-Hongrie, de 150% pour l'Italie, de 59% pour la France, et de 92% pour la Russie. Seule la Grande-Bretagne fait exception avec une baisse de 3% de son budget⁵⁵, adoptant en quelque sorte un comportement de passager clandestin par rapport à ses partenaires de l'Entente. La course aux armements révèle une augmentation perçue du risque de guerre, mais elle peut l'accroître, comme l'ont bien perçu au début 1914, le chef de l'amirauté britannique, Winston Churchill, qui observe que "*the world is arming as it has never armed before* », et le ministre des affaires étrangères Edward Grey, n'est pas en reste en se lamentant que les "*excessive expenditure on armaments, carried to an extensive degree, must lead to a catastrophe*".⁵⁶ Seule une parité stratégique peut amener à une paix de dissuasion. Du point de vue de l'équilibre européen, le problème à partir de 1910 est la rapide expansion économique russe qui finance sans problème son programme militaire. Selon les chefs militaires allemands, cette rapide expansion est susceptible de changer l'équilibre. En effet, l'Allemagne souffre de deux handicaps pour relever encore son budget militaire : une structure budgétaire fédérale, et une dette publique qui a déjà beaucoup augmenté. L'Allemagne, ayant peur de perdre la course à la suprématie militaire, est donc tentée de passer à l'action.

En conservant en mémoire le rythme d'un affrontement potentiel majeur tous les 5 ans cours de la décennie précédent 1914 – 1905, 1911, 1914 – nous choisissons comme valeur supérieure $\lambda = 0.20$. Cela signifie que l'année 1915, à supposer que l'affrontement en 1914 eut été évité, le risque d'affrontement reste d'1 chance sur cinq. La probabilité qu'il n'y ait pas d'affrontement pendant 5 ans jusqu'à 1919 est seulement de 37%. Donc grosso modo, notre calibration correspond à un peu moins de deux chances sur trois d'un affrontement dans les 5 prochaines années antérieures à 1919.

Si l'on réfléchit à la valeur la plus basse possible, elle correspondrait à une chance sur deux d'avoir un affrontement avant 1920 et donc une chance sur deux d'avoir un affrontement après. Cela correspond grosso modo à un taux de hasard de 11% (48,5% de chances que la guerre survienne après 1920).

Déjà à la lumière de la valeur de ces deux paramètres, il est tangible que l'effet dynamique va être pondéré par un poids beaucoup plus important que l'effet statique. Au minimum, entre 3 et 4 fois plus, au maximum, 10 fois plus. Un grand nombre de conclusions découlent assez largement de cet ordre de grandeur : il nous semble cependant que nous n'avons pas magnifié le ratio, taux de hasard/taux d'actualisation.

Probabilité d'une victoire rapide de l'Allemagne en 1914 (p_0): 65%. Intervalle de confiance 65-70%

Le fait majeur est que l'Angleterre reste dans une attitude ambiguë. Comme le dit Jagow le ministre des affaires étrangères allemand à l'ambassadeur de France à Berlin Paul Cambon, "*you have your*

⁵⁴ Eric Brose, "Arms Race prior to 1914, Armament Policy", in: *1914-1918-online. International Encyclopedia of the First World War*, ed. by Ute Daniel, Peter Gatrell, Oliver Janz, Heather Jones, Jennifer Keene, Alan Kramer, and Bill Nasson, issued by Freie Universität Berlin, Berlin, 2014. DOI: <http://dx.doi.org/10.15463/ie1418.10219>.

⁵⁵ E. Brose, *op. cit.*

⁵⁶ E. Brose, *op. cit.*

*information, we have ours*⁵⁷ ». Il faut donc calculer séparément la probabilité que l'Allemagne gagne selon que l'Angleterre s'engage aux côtés de la France ou non. Il faut ensuite calculer la probabilité que l'Angleterre envoie un corps expéditionnaire sur le continent. La formule de décomposition est donc la suivante :

Probabilité que l'Allemagne gagne = Probabilité que l'Allemagne gagne si l'Angleterre s'engage x Probabilité que l'Angleterre s'engage + Probabilité que l'Allemagne gagne si l'Angleterre ne s'engage pas x Probabilité que l'Angleterre ne s'engage pas.

Il faut ensuite se demander à quoi correspondent ces probabilités. Correspondent-elles à ce que les décideurs avaient en tête, même si ces probabilités sont irréalistes, compte tenu de ce que nous savons du déroulement de la guerre ? Le modèle n'aurait alors qu'une fonction positive, reproduire le comportement des décideurs en 1914. Le calcul de probabilité serait alors différent selon les belligérants⁵⁸, chacun surestimant ses chances de gagner. Toute l'entreprise de prouver la rationalité des décideurs allemands et français s'en trouverait compromise, car un des éléments de rationalité consiste à essayer de se baser au maximum sur les connaissances communes (*common knowledge*). C'est pour cette raison que nous essayons de dégager tous les éléments qui nous semblent objectifs dans la détermination de ces probabilités. Parmi ces éléments, intervient la connaissance du cours de la guerre dans les premiers mois de 1914. Ces éléments sont, par hypothèse, objectifs pour ce qui est du scénario de participation de l'Angleterre pour connaître la valeur militaire relative des belligérants. Ils permettent aussi d'entrevoir ce qui se serait passé dans le scénario contrefactuel où l'Angleterre n'aurait pas envoyé le BEF (British Expeditionary Force) sur le continent.

1. Probabilité que l'Allemagne gagne sans engagement terrestre de l'Angleterre : Intervalle de confiance 4/5 à 9/10.

Beaucoup d'analystes, et les marchés financiers en premier lieu qui sont des agrégateurs d'information, considéraient que les chances étaient du côté de l'Allemagne et non du côté de la Russie et de la France. Après tout, rien ne le révèle plus que vers qui penche l'Angleterre. Celle-ci a toujours été du côté du plus faible en Europe pour faire contrepoids. Si la France était favorite vis-à-vis de l'Allemagne, on voit mal pourquoi la Grande-Bretagne se serait rangé du côté de la France. Entre le 18 juillet et le 1 Aout 1914, les emprunts d'Etat russe (le 4%) baissent de 8,7%, les bons du trésor français (le 3%) baissent de 7,8%, les bons du trésor allemand de 4% seulement⁵⁹. En fait, à voir comment les premiers mois de guerre se sont déroulés on voit mal comment la France et la Russie auraient pu gagner. La contribution du British Expeditionary force (BEF) du General French a été essentielle dans le retrait des positions des troupes allemandes de la Marne à l'Aisne. C'est le BEF qui à la tâche de

⁵⁷ Ferguson p.156.

⁵⁸ Il peut aussi différer parmi les décideurs d'un même belligérant. Ainsi, Bertie, l'ambassadeur britannique à Paris, rapporte les propos du Général Castelnau, chef d'Etat-major du Général Joffre le 5 aout : « *Les français même s'ils peuvent essayer des revers devraient gagner à la fin, pourvu que l'Angleterre puisse aider en fermant l'accès aux côtes aux Allemands* » : Ferguson, *op.cit.*, p.167. En revanche le ministre des Armées Adolphe Messimy le même jour éclate en sanglots lorsqu'il est interrogé en conseil des ministres sur le point de savoir si la qualité des officiers français et la préparation des troupes et leur entraînement est de nature à compenser les déficiences en armement. Source : Raymond Poincaré, *Au service de la France. Neuf années de souvenirs*, Paris, Plon, Vol. IV, *L'union sacrée : 1914, 1929*, p. 4.

⁵⁹ Ferguson, *op. cit.*, p. 192 et Figure 9, p. 193.

s'engouffrer dans la brèche décisive créée entre la première et seconde armée allemande le 10 septembre 1914 à l'issue de la bataille de la Marne. De plus, précédemment le BEF a volontairement ou involontairement entraîné la première armée allemande commandée par le Général Von Kluck à le poursuivre dans sa retraite jusqu'à qu'elle commette une faute stratégique en passant devant la place forte de Paris à en devenir vulnérable à une attaque de flanc. Von Kluck a en fait constamment hésité à poursuivre deux objectifs, poursuivre les britanniques et contourner l'armée de Lanrezac, en manquant ses deux objectifs. Sans les britanniques, Von Kluck se serait concentré sur l'armée de Lanrezac et il est quasi-assuré qu'elle n'aurait pas pu poursuivre sa retraite en bon ordre. Enfin le BEF a joué un rôle essentiel dans la course à la mer et dans le fait que les ports de la mer du Nord restent aux mains des alliés. Donc au total, malgré sa taille modeste (110 000 hommes) son rôle a été déterminant et illustre un thème important en économie, l'importance capitale de l'élément marginal même faible quantitativement. Donc, au vu des circonstances connues ex post, nous devrions indiquer une probabilité de victoire de 100%. Mais ce n'était sans doute pas ce que décideurs de l'époque avaient en tête. Nous modérons le diagnostic avec un intervalle de confiance entre 8 et 9 chances sur 10 pour l'Allemagne.

On peut aussi prendre le problème autrement, les budgets militaires cumulés en 1913 étaient du même ordre de grandeur entre la coalition franco-russe et l'alliance austro-allemande. (7% d'écart au bénéfice des premiers) avec des effectifs plus importants du côté russe mais très médiocrement équipés. Mais la machine à tuer et à faire prisonnier du côté des empires centraux se révèle bien plus efficace que la machine alliée comme documentée par Ferguson (1998)⁶⁰. L'écart est de 35% pour les tués et 50% pour les prisonniers. Dans ces conditions, les Franco-Russes ne pouvaient pas gagner et certainement pas une guerre courte.

2. Probabilité que l'Allemagne gagne avec la participation de l'Angleterre ½.

Le calcul de probabilité est plus facile puisqu'on peut se baser sur ce qui s'est réellement passé. A la fin de l'année 14, on a bien un match nul sur le front de l'Ouest et bien que les Allemands aient remporté sur le front de l'est une grande victoire à la bataille de Tannenberg, les Autrichiens ont été tenus en échec par les Serbes et ils ont subis des revers en Galicie en face de l'armée russe. La bataille de la Marne s'est un peu jouée sur un coup de dés, même si la supériorité numérique des alliés franco-britanniques est manifeste à la bataille de la Marne (1 million de fantassins contre 750 000⁶¹). Les historiens continuent de se demander ce qui se serait passé en cas de meilleure coordination le 10 septembre entre les responsables de la première et de la seconde armée allemande et si l'ordre de retrait sur l'Aisne n'avait pas été donné par l'émissaire de Moltke, le lieutenant-colonel Hentsch. Est-ce que la première armée allemande de Von Kluck aurait été encerclée à l'aide du BEF, où est ce que le centre de l'armée française commandé par Foch aurait cédé ? Difficile de le dire avec certitude. Il nous semble légitime de maintenir une probabilité égale de victoire de chaque côté qui traduit le match nul à l'Ouest et une grande victoire en Russie de l'armée allemande compensée par des revers autrichiens.

3. Probabilité que l'Angleterre intervienne aux côtés de la France avec le BEF : 1 chance sur 2.

⁶⁰ Ferguson, *op. cit.*, tableau 32 p. 95.

⁶¹ J.-J. Becker et G. Krumeich, *op. cit.*, p. 199

L'Angleterre reste dans une attitude ambiguë à la fin Juillet aussi bien vis-à-vis de la France que de l'Allemagne. Le 27 juillet Grey n'a pas obtenu le soutien du cabinet à une intervention de la Grande-Bretagne. Le 29 juillet même échec. Le 30 juillet Poincaré parle d'une « attitude ambiguë de la Grande-Bretagne » Le 1 août, Grey explique à l'ambassadeur de France, Paul Cambon, que le cabinet britannique s'oppose à toute intervention. Se pose ensuite la question de la réaction de la Grande-Bretagne à la violation de la souveraineté belge. Tous les historiens sont à cet égard affirmatifs. Selon Clark⁶². « *Certains membres du cabinet, y compris Churchill ont répété que la Grande-Bretagne ne considèrerait pas nécessairement le simple fait de passer par la Belgique comme un casus belli, du moment que les Allemands se cantonnaient au sud de la ligne Sambre-et-Meuse sans s'approcher de la région stratégiquement sensible du port d'Anvers et de l'estuaire de l'Escaut.* » Ainsi le matin du 2 août, « les membres du cabinet, Lloyd George, Harcourt, Beauchamp, Simon, Runciman, and Pease se sont mis d'accord sur l'acceptation de l'entrée en guerre que dans le cas d'une invasion allemande de toute (wholesale) la Belgique »⁶³. Si la violation de la frontière belge était quasiment sûre, la direction que prendrait les armées allemandes n'était pas connue, en particulier de Joffre, malgré les assurances données par le 2^{ème} bureau « *Joffre n'a pas voulu croire que les Allemands emploieraient leur réserve en première ligne. Il a donc minoré l'ampleur de l'offensive allemande passant par la Belgique, pensant qu'elle ne dépasserait pas la ligne Liège Namur* »⁶⁴. Ainsi si les dirigeants allemands avaient pu garantir à la Grande-Bretagne que les 3 armées allemandes de l'aîle droite resteraient grosso modo en Wallonie, et ne dépasseraient pas de beaucoup la ligne Liège, Namur, Charleroi, Mons, ce que le gros des armées allemandes n'a effectivement pas franchi, pour déboucher sur la frontière française entre Maubeuge et Sedan, il est très probable que la Grande-Bretagne ne serait pas intervenu sous la forme de l'envoi de son corps expéditionnaire. Elle aurait sans doute couvert les côtes françaises pour les protéger d'une incursion allemande. Mais guère plus, ce qui n'aurait guère aidé les français en août et septembre 14. Mais les dirigeants allemands ne donnent pas cette assurance, et demandent dans l'ultimatum adressé à la Belgique, l'accès à tout son territoire. Garantir que l'armée allemande resterait en Wallonie, c'était indiquer à l'armée française là où elle déboucherait et diminuer l'effet de surprise. A partir de ce moment-là, la Chambre des Communes, influencée par le discours de Grey du 3 août, se rallie à l'option de la guerre et ce n'est que quelques jours plus tard qu'il est décidé d'envoyer une partie du BEF en France. L'engagement au moins terrestre de la Grande-Bretagne n'a tenu qu'à une question de présentation de la violation de la neutralité belge par les dirigeants allemands et au moment où Poincaré le 30 juillet décide de ne pas vraiment freiner les Russes dans leur opération de mobilisation générale, il ne peut être sûr de la participation britannique aux côtés de la France et de la Russie.

Au total si on fait le calcul de probabilité en tenant compte des paramètres précédents, on aboutit pour l'Allemagne à une probabilité de victoire entre 65% et 70%, d'où une probabilité de victoire pour la France de 30% à 35%.

⁶² Clark, *The sleepwalkers, op. cit.*, p.579

⁶³ Ferguson, *op. cit.*, p.162.

⁶⁴ SHD, GR 1K T 526, « Souvenirs du général Dupont », chef du 2^{ème} bureau de l'EMA puis du GQG.

Napoléon disait qu'il ne livrait bataille que s'il pensait avoir au moins 70% de chances de victoire. Notre estimation est en phase avec le general Moltke, « *Germany could still more or less pass the test*⁶⁵ ».

B. Probabilités spécifiques à l'un des belligérants

1. Probabilité de victoire pour l'Allemagne dans le futur. 4 chances sur 10.

Il s'agit d'une probabilité de victoire pour une guerre qui serait reportée de quelques années d'ici à 1920. Bien évidemment, le calcul de ce paramètre est d'une nature plus spéculative que le calcul de probabilité de victoire de la Guerre de 14. L'important est en fait simplement l'écart entre les deux probabilités.

L'Allemagne continue d'anticiper d'avoir contre elle la triple entente avec une participation indécise de l'Angleterre. Ses experts militaires anticipent que la France a besoin de deux ans pour digérer la loi de 3 ans, et que les déficiences russes vont aussi demander au moins trois ans à être résorbées. En particulier, l'armée Russe va passer en trois ans à 1 900 000 hommes contre 1 300 000 hommes, l'armée Allemande restant calibrée autour de 800 000 hommes. Si l'on ajoute les efforts pour diminuer la durée de la mobilisation, et en particulier le réseau de chemin de fer financé en grande partie par la France pour transporter rapidement les troupes vers la frontière allemande, il est exact que le plan Schlieffen qui prévoyait d'abord l'écrasement rapide la France avant de se retourner contre la Russie sera plus ou moins caduc et l'Allemagne sera en situation d'échec stratégique. Il est cependant douteux que l'Allemagne perde son leadership technologique et sa plus grande maîtrise opérationnelle dans un si court laps de temps.

Au lieu de quatre sur cinq, nous faisons tomber la probabilité pour l'Allemagne de gagner à 1 chance sur deux en cas d'affrontement avec l'entente franco-russe, du fait que l'Allemagne devra vraiment se battre simultanément sur deux fronts. Dans la mesure où l'Entente serait beaucoup plus compétitive, la participation de la Grande-Bretagne, toujours pondérée avec une chance sur deux, serait moins sensible sur le plan militaire. Nous estimons maintenant à 3 chances sur 10 seulement la probabilité de victoire de l'Allemagne en cas de participation de la Grande-Bretagne au côté de la France et de la Russie. La probabilité de victoire de l'Allemagne tombe à 4 chances sur 10. Nous obtenons bien une externalité dynamique positive pour l'Allemagne.

Au total, nous obtenons une différence de probabilité de victoire pour l'Allemagne entre 1914 et une date postérieure : de 1 chance sur 4 à 3 chances sur 10.

Probabilité de victoire pour la France dans le futur : 1 chance sur 8

Comme il est expliqué dans la Section 2, il s'agit de savoir ce qui se passerait si la France fait défaut à la Russie et affronte demain l'Allemagne sans la Russie. Il reste la participation éventuelle de l'Angleterre aux côtés de la France, qui reste sujette à caution avec toujours une probabilité de 1 chance sur 2. En cas de défection de l'Angleterre, la France est sûre de perdre. C'est bien pour cela que sa diplomatie a déployé tant d'efforts depuis au moins vingt ans pour trouver des alliés ! En cas de participation de l'Angleterre, la probabilité de victoire sur une guerre courte ne peut plus être de 50% du fait que l'Allemagne n'a plus à combattre sur deux fronts. Nous abaissons la probabilité de gagner

⁶⁵ Ferguson, *op. cit.*, p. 100.

à 1 chance sur 4, ce qui est encore beaucoup. En effet, si l'on rejoue les premiers mois de 1914, ce ne sont pas moins de 215 000 soldats allemands de plus sur le front Ouest qui correspondent à la 8^{ème} armée allemande, largement de quoi faire la différence, par exemple à la Bataille de la Marne. Pour la France aussi l'externalité dynamique ne peut être que positive.

Au total nous obtenons une différence de probabilité de victoire pour la France entre 1914 et une date postérieure autour de 20 pour 100 avec une marge de + ou moins 2,5% soit entre 17,5%-22,5%.

C) Paramètres de gains, pertes et coûts

Les gains, pertes et coûts demandent à être quantifiés. Une première objection est que tous les gains, pertes et coûts ne sont pas des éléments quantifiables et ont une nature plus qualitative. Nous marquons notre accord avec ce constat, et ne chercherons pas à quantifier l'intangible. Que cela affaiblit la validité de notre méthode, c'est certain. Est-ce que cela la disqualifie ? Pas totalement pour deux raisons. On peut se demander d'abord si des éléments non quantifiables pourraient venir contrebalancer des éléments quantifiables. Par exemple, il peut être intéressant, si on constate qu'un pays est entré en guerre, alors même que les éléments quantifiables ont pesé pour qu'il y renonce, de passer au tamis ces éléments non quantifiables ou vice-versa. Bref, de s'interroger sur la corrélation entre ces éléments quantifiables et les éléments qui ne le sont pas. Est-ce que la corrélation est positive ou négative ? Ensuite, même si les éléments ne sont pas quantifiables et les opérations d'addition et de division ne sont pas à proprement parler définies, la logique de la formule doit continuer à s'imposer à savoir, que ce qui importe c'est de mettre en rapport l'avantage différentiel et la perte généralisée et d'effectuer trois opérations mentales. Primo, regarder la différence pour ces éléments non quantifiables en cas de victoire et en cas de défaite. Secondo, cumuler les pertes en cas de défaite et les coûts. Et tertio, comparer l'importance relative des deux termes. Nous ne nous livrerons pas à cet exercice pour le cas qui nous intéresse, l'Allemagne et la France en 1914 du fait que notre calcul montre que sur la base d'éléments quantitatifs, ces deux pays avaient intérêt à entrer en guerre en 1914. Comme ils sont effectivement entrés en guerre, cela doit indiquer forcément au bas mot que les éléments non quantifiables n'étaient pas tels qu'ils pouvaient inverser le raisonnement.

Ensuite, une deuxième objection porte sur le fait que ces trois éléments, à supposer qu'ils soient quantifiables, peuvent être d'une nature différente et que dès lors se pose un problème d'agrégation. Grosso modo, il y a des pertes et des gains en termes de population, en termes de territoire, en termes économiques et financiers, et parmi ceux-ci les pertes de revenu national et les pertes de patrimoine. On pourrait penser à tout agréger en termes monétaires et les économistes se sont essayés à calculer le prix d'une vie humaine. Sans que ces exercices soient dénués d'intérêt, ils nous semblent marqués par un économisme excessif. Une analyse qui respecte la multidimensionalité des gains et des pertes nous semble de loin préférable et donc de dupliquer grosso modo l'analyse pour les gains en termes démographiques et les gains en termes économiques et financiers. Si les calculs convergent pour chaque dimension, alors le résultat s'en trouve conforté. Ici, nous nous contentons d'une première analyse, en termes démographiques, qui est de nature plus simple, en présentant l'avantage de s'appuyer sur des chiffres incontestables, de chiffres que les décideurs et l'opinion publique avaient

ou pouvaient avoir en tête. Rappelons aussi pour mémoire que la comptabilité nationale n'existait pas à l'époque⁶⁶.

Les paramètres de coûts, de gains et de pertes sont calculés en termes démographiques selon la formule de Jean Bodin, « il n'est richesse que d'hommes ». Cela a l'avantage de respecter une condition minimale d'homogénéité. Mais ces avantages ne sont pas les seuls. D'une part, le nombre de décès liés à la guerre est toujours une information qui est collectée et, dans un régime démocratique communiqué à la presse à intervalles réguliers. Poincaré y songe évidemment dès le 3 Août⁶⁷. Les historiens ont l'habitude de donner une indication du coût de la guerre en termes de morts. Ensuite les annexions ou les pertes de territoires sont habituellement reportés aussi en termes démographique, même si on y ajoute la superficie. On s'accordera pour dire qu'un territoire vide de population peut présenter sans doute un intérêt par exemple en termes de réserve naturelle ou en termes militaires comme glacis. Mais que sa valeur économique ne doit pas être bien grande. Donc, quelque part la population du territoire perdu ou gagné doit être en rapport avec le PIB de cette région et par conséquent il doit y avoir une corrélation importante entre le bilan démographique et le bilan économique des traités de paix. Le soubassement en termes de vision de l'intérêt collectif est une vision utilitariste où le bien-être collectif est calculé comme une somme sur des individus. Evidemment, la formule utilitariste sous-jacente est très simple, puisque chaque individu compte pour un. Une autre dimension ne doit pas être oubliée, le fait que ces paramètres doivent être calculés comme des avantages ou pertes par unité de temps dans un état stationnaire. Un gain de population par l'annexion d'une région représente effectivement un gain qui se matérialise chaque année. Le retour de l'Alsace-Moselle continue d'agrandir la France démographique et économique presque 100 ans après leur retour. C'est bien un bénéfice à long terme pour la France et pour l'Allemagne une perte aussi à long terme. Les pertes en blessés et prisonniers ne sont pas comptabilisées, les prisonniers parce que c'est un déficit temporaire, les blessés parce qu'ils ne correspondent pas à un coût à long terme. Les monuments aux blessés n'existent pas. Les morts civils ou militaires peuvent être considérés comme non seulement un coût à court terme mais aussi à long terme. En effet cette population manquera pendant toute la période correspondant à leur vie fauchée non seulement à leurs proches mais s'agissant d'hommes jeunes, ils manqueront à la vie productive et leur descendance risque d'être singulièrement raréfiée. Cette population manquante à l'époque produira une population manquante également par la suite, dans l'hypothèse intellectuelle d'un équilibre stationnaire. On objectera que le monde n'est pas stationnaire. Certes, mais comme les hommes ne peuvent pas anticiper correctement le futur, la seule chose qu'ils peuvent réellement faire c'est de se projeter dans le futur en prolongeant ce qu'ils connaissent déjà. Cela nous suffit pour supporter l'hypothèse de stationnarité.

Enfin une dernière question mérite d'être posée. Les coûts de la guerre se rapportent à des hommes jeunes. Les gains ou pertes de la guerre à une population générale, y compris des enfants, des vieillards. Faudrait-il ne retenir que dans les gains et pertes liés au transfert de territoire suite à la victoire ou à

⁶⁶ Un exercice de même nature pourrait sans doute être tenté pour les gains économiques et financiers. Néanmoins les pertes financières et matérielles peuvent être compensées (réparations par exemple), les usines et monuments peuvent être rebâties et en conséquence les pertes peuvent être qualifiées de temporaire. Or le modèle exige que nous répertoriions des pertes immuables. Les biens ne se reproduisent pas et cessent d'être utiles faute d'entretien. Les hommes eux se reproduisent, les petits-enfants de Péguy et d'Apollinaire manquent toujours à l'appel.

⁶⁷ John F. V Keiger, *Raymond Poincaré*, Cambridge, CUP, 1997, p.192.

une défaite les hommes dans la même tranche d'âge que celles qui ont été fauchés sur le champ de bataille? Si on raisonne dans une optique de production ou militaire, cela aurait un sens. Nous privilégions ici une optique utilitariste avec la convention qu'un homme perdu ou gagné n'a pas de sexe ni d'âge.

En ce qui concerne les revendications territoriales des belligérants, nous nous fixons pour ligne de conduite de ne retenir que les revendications constantes au cours de la guerre et en quelque sorte « minimales » de chaque côté.

Ratio gain différentiel/perte généralisée pour l'Allemagne $\gamma \approx 1,5$

En termes démographiques, le rapport avantage sur pertes est relativement modeste pour l'Allemagne. L'avantage ne dépasse le coût que de 50%. Ici ne sont comptabilisés que les pertes et les gains potentiels sur le front ouest pour diverses raisons que nous explicitons ci-dessous.

Coût pour l'Allemagne de l'année 14 en pertes humaines : 0,2 Million

Les pertes civiles en 1914 sont nulles. Les pertes militaires⁶⁸ se chiffrent à un peu moins de 200 000⁶⁹ ce qui représente grosso modo 0,3% de la population allemande.⁷⁰

Gains en cas de victoire : 1,1 Million

Le Programme de Septembre⁷¹ précise les exigences Allemandes. Des cinq exigences, la seule exigence quantifiable démographiquement concernent les revendications sur le Front Ouest. Les exigences territoriales ne sont pas précisées à l'Est sinon, la constitution d'Etats tampons entre la Russie et l'Allemagne⁷². La constitution d'un empire colonial en Afrique est bien mentionné (la Mittel-Afrika) mais il est difficile d'additionner des gains coloniaux et des gains en Europe. En France, il s'agit du bassin de Briey et de Longwy, en particulier pour son gisement de minerai de fer, de l'intégration du Luxembourg et de Liège et de Verviers en Belgique. Au total l'évaluation correspond à la population de l'époque de l'arrondissement de Briey (120 000), de la population du Luxembourg (280 000) et à

⁶⁸ On pourrait nous accuser d'anachronisme, péché capital en histoire en prenant les pertes effectives constatées et que les pertes prévues étaient peut-être différentes, sans doute inférieures. Nous ne disposons pas d'indications sur les pertes prévues par les militaires. Comme les pertes ont été énormes, prouver que la guerre pouvait encore être considérée comme une option supérieure à la paix avec les vrais chiffres de perte n'en a que plus de force.

⁶⁹ Robert Weldon Whalen, "War Losses (Germany)", in: *1914-1918-online. International Encyclopedia of the First World War*, ed. by Ute Daniel, Peter Gatrell, Oliver Janz, Heather Jones, Jennifer Keene, Alan Kramer, and Bill Nasson, issued by Freie Universität Berlin, Berlin, 2014. DOI: <http://dx.doi.org/10.15463/ie1418.10460>. Il s'agit des pertes pour l'année 1914 rapportées dans la Table 2 et ajustées de telle façon que la somme des pertes annuelles soit bien égale à 2 Millions. Les pertes de l'année 1914 sont calculées comme 10% des pertes militaires sur les cinq années de la guerre. Le Rapport Sanitaire indique 145 000 pertes mais des pertes concernant septembre et octobre sont incomplètes (voir J.-J. Becker et G. Krumeich, *op.cit.*, note 22, p. 327).

⁷⁰ A. Prost, 2015; "War Losses", in *1914-1918-online. International Encyclopedia of the First World War*, ed. by Ute Daniel, Peter Gatrell, Oliver Janz, Heather Jones, Jennifer Keene, Alan Kramer, and Bill Nasson, issued by Freie Universität Berlin, Berlin 2014. DOI: <http://dx.doi.org/10.15463/ie1418.10271>.

⁷¹ J. Droz, *op cit.*, p. 70

⁷² Au terme du traité de Brest-Litovsk, de nombreux états vassaux de l'Allemagne ont été créés par amputation de la Russie. A ce stade, il est difficile de chiffrer l'avantage d'avoir des pays vassaux.

environ l'arrondissement de Verviers et de Liège (700 000) environ 1,7% de la population du Reich de l'époque.

Pertes en cas de défaite : 1,9 Million

Il s'agit de l'Alsace Lorraine (1.9 M) qui représente à l'époque la même proportion en termes de territoire et en termes de population de l'empire allemand, 2,7%. Nous n'intégrons rien à l'Est comme nous n'avons rien intégré en cas de victoire pour rester cohérent. De plus, les revendications russes portent essentiellement sur les détroits⁷³.

Ratio gain différentiel/perte généralisée pour la France *γ* entre 4, 2 et 4, 8

Coût pour la France de l'année 14 : 0,3 - 0,35 Million

300 000 militaires ont été tués au cours de la seule année 14⁷⁴ ce qui représente 0,75% de la population française de l'époque. C'est une estimation minimale ainsi que le reconnaissent les statisticiens militaires et Antoine Prost⁷⁵ C'est plus de deux fois le coût allemand. Les pertes civiles sont estimées à 300 000 personnes sur toute la période de la guerre, mais nous n'avons pas de décomposition⁷⁶. Pour tenir compte de la sous-estimation possible des pertes militaires et des pertes civiles nous introduisons un intervalle de confiance portant les pertes maximales à 350 000 personnes.

Gains en cas de victoire : 1,9 Million

La guerre est proclamée comme une guerre défensive en Août 14. Selon Joly (1999) dans l'opinion publique Française l'idée d'une guerre de revanche pour récupérer l'Alsace-Moselle a totalement disparue depuis le début du XXème siècle⁷⁷. Mais les arrière-pensées ne mettent pas longtemps à apparaître. Comme l'écrit Marc Bloch dans *L'Étrange Défaite*⁷⁸, « *L'image de l'Alsace-Lorraine surgit brusquement, dès les premiers combats de 1914, de l'ombre discrète où, quelques jours plus tôt, on la voyait encore ensevelie* »⁷⁹. Chez Poincaré, elle surgit immédiatement, à tel point qu'il semble impensable qu'elle ne l'ait jamais quitté, lui le lorrain, puisque dans sa première version de l'appel à l'union sacrée qui sera lu le 4 août à l'Assemblée Nationale figure une mention de l'Alsace-Lorraine.

⁷³ Pierre Renouvin, « Les buts de guerre du gouvernement français, 1914-1918 », *Revue historique*, 1966, p.6

⁷⁴ Table 1 dans Lafon, Alexandre, "War Losses (France)", in: *1914-1918-online. International Encyclopedia of the First World War*, ed. by Ute Daniel, Peter Gatrell, Oliver Janz, Heather Jones, Jennifer Keene, Alan Kramer, and Bill Nasson, issued by Freie Universität Berlin, Berlin 2014. DOI : <http://dx.doi.org/10.15463/ie1418.10289>. Ce chiffre ne comprend pas les pertes des coloniaux et des étrangers engagés dans l'armée française. 24% des pertes françaises ont eu lieu l'année 1914 particulièrement meurtrières. Cela ne comprend pas le nombre d'Alsaciens Lorrains tués dans l'armée allemande.

⁷⁵ Antoine Prost, « Compter les vivants et les morts : l'évaluation des pertes françaises de 1914-1918 », *Le Mouvement Social*, 1/2008 (n° 222), p. 41-60.

⁷⁶ A. Prost, 2015, op. cit.

⁷⁷ Bertrand Joly, « La France et la Revanche (1871-1914) », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n°46-72 avril-Juin 1999, p 325-347.

⁷⁸ M. Bloch, *L'étrange défaite*, p. 155.

⁷⁹ P. Renouvin, op. cit., p. 3.

« ...nous pouvons laisser échapper le cri étouffé dans nos poitrines « Vive l'Alsace-Lorraine ». Deux membres du conseil des ministres, Thomson et Augagneur m'ont suggéré qu'il serait mieux vis-à-vis des pays étrangers et de l'opinion publique de ne rien dire qui pourrait s'écarter de la nature strictement défensive de la guerre. Je me suis rangé à leurs observations⁸⁰ ». L'attaque prévue dans le plan militaire français XVII pour récupérer Mulhouse dès le 7 août, soit 3 jours seulement après le début de la guerre, déclencha une immense vague d'enthousiasme dans le pays⁸¹. La phrase de conclusion de Renouvin (1966⁸²) de l'article consacré aux buts de guerre français est explicite « Dans l'état actuel de la recherche historique, il apparaît que la restitution de l'Alsace-Lorraine, a été, à l'égard de l'Allemagne, la seule revendication qui ait été constamment affirmée d'août 1914 à novembre 1918, par le gouvernement français ».

La population de l'Alsace Lorraine (1,9M⁸³) représente quasiment 5% de la population de la France de l'époque.

Pertes en cas de défaite : 0,120 million

Les pertes correspondent à la population du bassin de Briey et de Longwy qui correspond au but de guerre allemand.

Il apparaît une assez nette différence entre la France et l'Allemagne, la France a peu à perdre, et pas mal à gagner, l'Allemagne a plus à perdre qu'à gagner du côté Ouest.

Pour l'Allemagne, sur la base de nos calculs, l'entrée en guerre ne se justifie qu'en raison de l'externalité dynamique, mais il se justifie amplement.

La formule statique (1*) avec le calibrage proposé nous donne les éléments suivants. D'un côté un rapport avantage sur perte autour de 1,5. D'une autre côté, une probabilité de gagner estimée entre 65% et 70% et donc un rapport $1/p_0$ valant entre 1,42 et 1,53. Les ordres de grandeur sont par conséquent équivalents. Sur la base d'un calcul purement statique, l'entrée en grandeur ne se justifie pas. Le paradoxe allemand c'est certes une probabilité de gagner importante, mais un territoire allemand de 1914 déjà très vaste avec un pourcentage (8%) de populations allophones déjà important et donc plus à perdre qu'à gagner.

Maintenant, la formule (4*) avec l'externalité dynamique nous donne un résultat tout différent.

Calculons les deux termes de l'externalité dynamique $\frac{\lambda}{r} \left(\frac{p_0 - p}{p_0} \right)$ dans le cas allemand.

Nous savons déjà que $\frac{\lambda}{r}$ vaut entre 3,7 et 10. $\left(\frac{p_0 - p}{p_0} \right)$ vaut entre $\frac{30\%}{70\%}$ et $\frac{25\%}{65\%}$ soit entre 0,38 et 0,42.

Au total l'intervalle de confiance de l'externalité dynamique vaut entre un peu moins de 1, 0,88 exactement, et 3,8.

⁸⁰ BNF, NAF 16027, Note journalière, 4 août 1914.

⁸¹ J.-J. Becker et G. Krumeich, *op.cit.*, p.194.

⁸² P. Renouvin, *op. cit.*, p.36

⁸³ 1,873 M en 1910.

En conséquence, le terme de gauche de la formule (4*) $\gamma(1 + \frac{\lambda}{r}(\frac{p_0-p}{p_0})) > 1/p_0$ vaut maintenant grosso modo entre 2 et 5 fois le terme de droite $1/p_0$, alors que dans un univers statique, il était équivalent. Il est hors de question évidemment de prendre ces chiffres autrement que pour des ordres de grandeur plausibles. Mais il ressort de ce calcul qu'il était rationnel pour l'Allemagne de s'engager dans la guerre en raison uniquement de l'externalité dynamique. Le modèle prédit que l'Allemagne n'entre en guerre que pour éviter de perdre une guerre future et non pour des buts de guerre tangibles. Mais la surprise n'est pas là. Il est vraiment dans ce que livrent les calculs français.

Malgré des chances de victoire réduites, malgré l'hécatombe d'Août et Septembre 1914, l'entrée en guerre de la France est prédite à la fois par un calcul statique, et l'externalité dynamique est encore plus élevée que dans le cas allemand.

La formule (1*) avec le calibrage proposé nous livre les éléments suivants. D'un côté, un rapport avantage sur perte entre 4,2 et 4,8. D'une autre côté, une probabilité de gagner estimée entre 30% et 35% et donc un rapport $1/p_0$ valant entre 2,85 et 3,33, disons autour de 3. Le calcul penche donc assez clairement pour l'entrée en guerre. Le paradoxe français est inverse du paradoxe allemand, c'est certes une probabilité de gagner faible, mais presque rien à perdre et pas mal à gagner, l'Alsace-Moselle.

Maintenant, la formule (4*) avec l'externalité dynamique amplifie ce résultat.

Calculons les deux termes de l'externalité dynamique $\frac{\lambda}{r}(\frac{p_0-p}{p_0})$ dans le cas français.

Nous savons déjà que $\frac{\lambda}{r}$ vaut entre 3,7 et 10. $(\frac{p_0-p}{p_0})$ vaut entre $\frac{17,5\%}{30\%}$ et $\frac{22,5\%}{35\%}$ soit entre 0,58 et 0,64.

Au total l'intervalle de confiance de l'externalité dynamique vaut entre un peu plus de 2, 2,15 exactement, et 6,4, beaucoup plus que l'externalité dynamique dans le cas allemand. D'où cela vient-il ? La France a beaucoup plus de chance de perdre en 14 que de gagner mais comme elle n'a presque pas de chance de gagner dans le futur, si la Russie n'est plus là pour contenir la poussée allemande, le différentiel de probabilité de victoire est encore plus important rapporté à la probabilité de victoire en 14.

En conséquence, le terme de gauche de la formule (4*) $\gamma(1 + \frac{\lambda}{r}(\frac{p_0-p}{p_0})) > 1/p_0$ vaut maintenant grosso modo entre 4 et 9 fois le terme de droite $1/p_0$. Si on croit les termes de ce calcul, la France n'avait pas à hésiter et elle devait s'engager dans la guerre et elle avait beaucoup plus intérêt à le faire que l'Allemagne. La raison de fond est d'une part que le retour de l'Alsace-Lorraine représente un gain non-négligeable sur le plan qualitatif et que la France sans ses alliés n'avait aucune chance de récupérer cette province. En quelque sorte, Juillet 14 représente une occasion unique de la récupérer avec la participation de la Russie assurée et une participation britannique avec une chance sur deux. Sur la base des coûts encourus les cinq premiers mois de guerre, l'enjeu en valait encore la peine. En revanche, si la France n'avait pas en vue de récupérer l'Alsace-Moselle, l'intérêt d'entrer en guerre disparaît complètement en statique et en dynamique. Le modèle prédit que sans l'enjeu de l'Alsace-Moselle, la France n'avait pas intérêt à participer à cette guerre.

Que Poincaré, qui ne s'est jamais départi de son calme pendant toute cette période, comme s'il n'avait pas été surpris par le scénario qui est en train de survenir, Lorrain qui a failli inscrire dans la déclaration de l'Union sacrée le rappel à l'Alsace-Lorraine (Cf supra), qui a travaillé sans relâche au renforcement de la triple Entente, et encore par son récent voyage à Saint Petersburg, qui sait que les allemands vont passer par la Belgique « *Nous nous attendons évidemment à ce que les Allemands passent par la Belgique*⁸⁴ », alors qu'il avait interdit à Joffre de songer à entrer sur le territoire belge dès 1912, avec les conséquences potentielles positives sur l'entrée de la Grande-Bretagne en qui il a confiance, comme en témoigne sa conversation avec Gaston Doumergue où « *il lui démontre que l'Angleterre a toujours procédé étape par étape et promet, en général, moins qu'elle ne donne*⁸⁵ », que Poincaré n'ait pas senti l'opportunité qui se présentait, c'est possible, mais, au total, c'est assez peu vraisemblable. Il a en tout cas l'intelligence politique de n'en rien faire paraître.

Assez nettement celle des deux qui avait le plus intérêt à entrer dans la guerre en 1914 était la France ! Nous ne poursuivons pas l'exercice sur une guerre longue⁸⁶ car l'estimation du coût de la guerre ne peut plus se limiter au strict coût en pertes humaines. Nous concluons donc que Bethmann-Holweg et Poincaré étaient des joueurs rationnels et non pas juste des parieurs en décidant d'en découdre en 1914. La décision de prolonger la guerre au-delà de l'année 14 reste à analyser mais il est beaucoup moins sûr que le jugement puisse être de même nature. Un élément de rationalité conforme au modèle qui peut l'expliquer est que les ambitions annexionnistes ont augmenté au cours de la guerre de chaque côté. En effet, pour justifier ex post la déclaration de guerre, l'enjeu doit augmenter avec le coût. Mais en augmentant l'enjeu, chaque côté renforce la volonté de l'autre pays de vouloir continuer la guerre jusqu'au bout puisque ses pertes potentielles augmentent.

6. La séquentialité des décisions des partenaires de l'entente, un facteur majeur d'entrée en guerre

En acceptant que notre démarche participe des sciences sociales au service de l'histoire sans qu'elle puisse être qualifiée d'histoire proprement dite selon la formule de Fritz Redlich⁸⁷, quel est son apport à l'historiographie ? Au premier chef, il apporte la confirmation que du côté de l'Allemagne, *seul* l'argument de la guerre préventive a pu jouer dans la décision de lancer une guerre européenne et mondiale. Les historiens admettent tous un élément de guerre préventive dans la décision allemande. Nous allons plus loin en démontrant que seul cet argument a pu faire pencher la balance du côté des décideurs allemands. Du côté de la France, l'apport est de montrer qu'une fois la Russie engagée, la France avait au moins autant intérêt à déclarer la guerre que l'Allemagne. Se présentait une occasion

⁸⁴ BNF, NAF 16027, Poincaré, Note journalière, 3 août 1914.

⁸⁵ Ibid, 3 Août 1914

⁸⁶ Pour la France, si l'on retient 1,4 Millions de décès militaires et 0,3 Millions de pertes civiles, le ratio avantage sur perte généralisé est encore de 1. Si évidemment le terme statique est négatif, en tenant compte de l'effet dynamique, là encore le résultat penche encore nettement pour la guerre. Pour l'Allemagne si l'on retient 2 Millions de décès et 0,4 Million de pertes civiles, le terme statique est évidemment très négatif, et si l'on retient la fourchette basse pour l'externalité dynamique, autour de 2, alors la guerre ne doit pas être déclarée.

⁸⁷ Fritz Redlich « "New" and Traditional Approaches to Economic History and Their Interdependence », *Journal of Economic History*, 1965, p. 486

inespérée de tenter de récupérer l'Alsace-Lorraine. A l'externalité dynamique, se rajoutait un gain en statique qui n'allait disparaître qu'au fur et à mesure que les pertes militaires allaient s'accumuler. Ainsi s'explique la démarche de Poincaré qui ne fait rien dans la nuit du 30 juillet pour freiner la mobilisation générale russe. Comme l'écrit Abel Ferry dans son journal au sujet du conseil des ministres de ce jour : 'Mobiliser mais pas concentrer'.

Notre conclusion majeure est que si la Russie et la France avaient pu se concerter dans la réplique à donner à la déclaration de guerre à l'Autriche, la guerre aurait peut-être pu être évitée. Il n'était pas dans l'intérêt conjoint de l'entente franco-russe de déclencher une guerre en 1914 en raison au moins des retards militaires russes. Louvoyer et proposer une conférence internationale au moins dans un premier temps sur la question Serbe par le truchement de l'Angleterre eut été dans l'intérêt des décideurs franco-russes de l'époque. Dans cette hypothèse, le calcul allemand du début de juillet 1914 aurait été vérifié ex post. L'Entente aurait été éprouvée et le prestige de la monarchie autrichienne restaurée. Le voyage de retour de Poincaré et de Viviani et les problèmes de communication avec l'ambassade de France en Russie ont autonomisé la réponse russe de la réponse française et ainsi les facteurs internes propres au régime tsariste ont pu jouer de tout leur poids dans la réponse russe⁸⁸ à la déclaration de guerre autrichienne. La Russie a pu en quelque sorte ainsi piéger la France. Si l'Allemagne menaçait la Russie en retour, la France ne ferait pas machine arrière non seulement pour respecter ses engagements mais surtout par intérêt. C'est un élément nouveau dans l'analyse du jeu de 1914 qui est passé largement inaperçu dans la recherche historique sur la guerre de 1914⁸⁹.

On peut se demander si le même type d'analyse de choix rationnel que celle que nous avons mené pourrait être fait pour la Russie⁹⁰, en sorte un cran en arrière en connaissant en quelque sorte la décision française et en mettant une probabilité sur la décision allemande. C'est une piste à explorer pour une recherche future mais le nombre d'éléments à modéliser et donc à calibrer serait plus important. Les éléments d'histoire virtuelle, plus nombreux, fragiliseraient alors plus l'analyse que dans le cas franco-allemand. Que se serait-il passé si la Russie n'avait mobilisé que sur la frontière Autrichienne ? Que se serait-il passé si la Russie n'avait pas du tout mobilisé ? Dans quelle mesure, la Serbie aurait-elle conservé une capacité militaire dans les deux cas ? Les décideurs de 14 ne l'avaient peut-être pas anticipé, mais la résistance Serbe a été très efficace face à l'Armée austro-hongroise et a bloqué un grand nombre de divisions autrichiennes. En laissant tomber la Serbie, la Russie ne remplissait certes pas ses obligations d'allié, elle se privait aussi d'un allié non négligeable dans une guerre future. C'est un point ignoré et qui rend beaucoup plus fragile l'extension à la Russie de l'analyse. Dans le cas franco-allemand, on peut discuter de la valeur des paramètres, mais ces

⁸⁸ Sean McMeekin, *The Russian Origins of the First World War*, Harvard University Press.

⁸⁹ Cet argument n'apparaît pas dans Ronald Bobroff, « War accepted but unsought: Russia's growing militancy and the July crisis 1914 », 2014 in Levy and Vasquez, *op. cit.*. En revanche Gerd Krumeich penche pour la thèse d'une France piégée par l'alliance Russe dans "Raymond Poincaré dans la crise de Juillet 14 », in Stéphane Audoin-Rouzeau et al. dir., *La politique et la guerre : pour comprendre le XXe siècle européen. Hommage à Jean-Jacques Becker*, Paris, Noesis, 2002, p. 508-518.

⁹⁰ La question d'une extension de raisonnement pourrait être également posée pour l'Autriche-Hongrie mais il semble que celle-ci se soit reposée vraiment sur l'Allemagne pour la question de l'envergure européenne et mondiale du conflit. Dans ce sens, elle s'est comportée comme un petit joueur, uniquement soucieuse du conflit avec la Serbie, se déchargeant des difficultés que pourrait susciter sa décision sur l'Allemagne.

paramètres ont été calibrés dans le monde tel qu'il s'est déroulé et non dans des univers parallèles qui auraient pu se dérouler.

Pour l'Angleterre, nous sommes plus optimistes, même s'il faut adapter un peu le modèle. En particulier, nous pensons que notre modèle peut invalider la thèse brillante de Niall Ferguson (1998) selon laquelle la Grande-Bretagne a fait l'erreur du siècle. Ferguson termine son livre par cette formule: «*First world war was nothing less than the greatest error of modern history* ». L'erreur pour Ferguson est d'ailleurs celle en premier lieu de la Grande-Bretagne, qui s'est ruinée dans l'entreprise et a perdu sa suprématie mondiale au profit des Etats-Unis. Ferguson met en avant les bénéfices d'une entente anglo-allemande sur le dos de la France et de la Russie battues. Une sorte de condominium, à l'Allemagne l'Europe de l'Ouest et centrale à charge pour elle de contenir la Russie, à l'Angleterre le reste du monde à charge de contenir les Etats-Unis. Au final, les puissances européennes auraient gardé la main. Ce raisonnement a quelque chose de trivial dans la mesure où il est évident que la coopération entre deux Etats les plus puissants d'Europe au détriment des autres ne peut se faire qu'à leur avantage. Le problème est que l'Allemagne a aussi cherché à concurrencer la Grande-Bretagne sur le plan maritime avec une course à l'agrandissement de la flotte que la première a perdu dans la première décennie du vingtième siècle. Cette tentation maritime refait surface dans le programme de Septembre 1914 avec la transformation de la Belgique en un état vassal et l'occupation du port d'Anvers. Dans ces conditions, l'Allemagne aurait pu faire chanter la Grande-Bretagne en occupant Anvers. C'est la fameuse question d'Anvers comme pistolet braqué sur l'Angleterre selon la formule de Napoléon. Une Allemagne n'ayant plus d'adversaires sur le continent n'aurait plus à entretenir une grande armée terrestre et pourrait reporter son ambition sur la construction d'une marine de guerre à la dimension de celle de l'amirauté britannique. En quelque sorte, le raisonnement qui vaut pour la France, une fois que la Russie a décidé d'affronter l'Allemagne vaut pour l'Angleterre une fois que la France et la Russie ont déjà décidé d'affronter la coalition des empires centraux. Ainsi s'exprime Sir Eyre Crowe, l'assistant d'Edward Grey, en Juillet 14 : "*If Germany and Austria win, crush France, and humiliate Russia, with the French fleet gone, Germany in occupation of the Channel, with the willing or unwilling cooperation of Holland and Belgium, what will be the position of a friendless England?*"⁹¹ Il vaut mieux affronter l'Allemagne de concert que séparément. Dans l'hypothèse où l'Allemagne présente à Anvers menacerait l'Angleterre, celle-ci ne pourrait plus compter sur aucun allié. Ainsi du côté de l'Entente, la décision séquentielle et non simultanée de chacun des membres de l'Entente d'entrer en guerre, et ainsi de préserver leur autonomie de décision, a eu pour conséquence majeure de précipiter l'entrée séquentielle des trois acteurs de l'Entente dans la guerre comme dans un jeu de dominos.

D'un point de vue purement stratégique, la Russie a piégé la France, et à travers la France, l'Angleterre. Le ministre russe des affaires étrangères Serguei Sazonov, qui a été à la manœuvre dans ces jours tragiques, en a-t-il eu conscience ? C'est une question nouvelle pour l'historiographie. Les participants au drame, quel que soit leur bord, ont bien compris que seule la menace d'une participation de l'Angleterre était en mesure de dissuader l'Allemagne de mener une guerre préventive. Le malheur pour l'Angleterre fut qu'elle n'a cessé d'envoyer des messages confus sous le prétexte de ne pas se lier les mains. Une majorité du cabinet anglais n'a pas saisi que les bénéfices financiers de l'entente

⁹¹ Gooch, G. P. et al. (eds.), *British Documents on the Origins of the War 1898-1914*, London 1926, vol. 11, pp. 81-82.

cordiale et l'exploitation d'une complémentarité stratégique s'accompagnaient forcément d'une perte d'autonomie en cas de conflit. La spécialisation naturelle de la Grande-Bretagne dans l'armement naval (3/4 des dépenses militaires) permettait à celle-ci de ne pas avoir à augmenter son budget militaire qui reste constant entre 1905 et 1914 et de se reposer sur son partenaire occidental. Son armée de terre est même en diminution. Cette stratégie de division du travail, économe en ressources, offre toutefois deux inconvénients. D'abord, la menace d'une intervention terrestre de la Grande Bretagne est moins prise au sérieux par ses adversaires. Son importance a ainsi pu être minorée par les décideurs allemands et en particulier par le Haut-Commandement allemand. En second lieu, elle rend la Grande-Bretagne plus vulnérable, sans autre défense que sa flotte si la France est écrasée. Elle rend ainsi la Grande-Bretagne captive de ces partenaires de l'Entente. En décidant en dernier, elle se laisse en fait entraîner par les deux partenaires de l'Entente dans un conflit qui ne la concerne pas. La complémentarité stratégique aurait dû lui faire prendre conscience qu'elle devait au contraire manifester ses exigences en *premier* vis-à-vis de ses partenaires en indiquant clairement les limites à ne pas franchir. Mais en refusant de se lier les mains en juillet 14, elle a encouragé l'Allemagne à se lancer, et du coup, il est devenu dans son intérêt de suivre la France et la Russie dans le dernier « sous-jeu » où tous les autres acteurs avaient déjà déterminé leur position en Août 14. En refusant de se lier les mains en juillet, elle s'est contrainte quelques jours plus tard en août à déclarer la guerre à l'Allemagne, alors que sa menace de faire la guerre n'aurait pas eu besoin d'être mise à exécution. La fermeté de la diplomatie britannique avait fait reculer l'Allemagne lors des deux crises marocaines, alors que son manque de fermeté l'a encouragé en 1914. Le fait que le ministère de l'époque, Edward Grey, n'ait pas été capable d'expliquer aux membres du cabinet britannique que la menace d'intervention britannique n'aurait pas besoin d'être exercée car elle était « hors équilibre » constitue à coup sûr une faillite britannique, puisque la Grande-Bretagne était le seul acteur à n'avoir strictement rien à gagner de tangible à une guerre européenne. Il semble que Grey ait voulu dissuader à la fois les puissances centrales d'aller trop loin mais qu'en même temps, il ait voulu ne pas trop encourager la Russie à prendre le risque de la guerre⁹². A poursuivre deux objectifs, il a manqué les deux.

Au final, peut-être l'aspect le plus nouveau de notre analyse est d'apporter un éclairage original sur la question du pourquoi la première guerre mondiale en 1914. Le fait que l'Entente ait répondu en ordre dispersé d'une façon séquentielle au coup de force autrichien soutenu par l'Allemagne contre la Serbie en réponse à l'attentat de Sarajevo constitue une des raisons majeures du déclenchement du premier conflit mondial à ce moment-là. L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ont coordonné leurs actions mais ont tenu secret leur arrangement. Du côté de l'Alliance, une stratégie coordonnée est mise en place qui assume en tout état de cause un risque de guerre. Du côté de l'Entente, il est clair que Russie comprend la première la collusion austro-allemande. Il eut été optimal alors que la Russie, la France et la Grande-Bretagne coordonnent leurs stratégies de réponse⁹³. Si la réponse eut été une réponse du type « nous proposons une conférence internationale pour garantir les promesses Serbes à l'ultimatum autrichien et pour examiner les questions liées aux réponses qui n'ont pas satisfaites l'Autriche-Hongrie, et dans le cas de refus d'une conférence, la réponse de l'Entente sera coordonnée », il est pratiquement sûr que l'Allemagne aurait obtempéré, les voix plutôt pacifiques de

⁹² Niall Ferguson, *The pity of war*, New York, Basic books, 1999, p.155.

⁹³ Toutefois, un obstacle était que les intérêts n'étaient pas alignés au sein de la triple Entente. La France avait des intérêts communs avec la Russie et l'Angleterre mais les intérêts de la Russie et de l'Angleterre étaient loin d'être convergents sur tous les sujets.

Guillaume II et du chancelier Bethmann-Hollweg l'emportant sur les voix des militaires prêts à en découdre. Ainsi quand Edward Grey déclare après-guerre dans ses mémoires qu'il ne sait pas comment il aurait pu empêcher la guerre, il fait simplement l'étalage de son incompétence.

Mais il n'est pas le seul. Les dirigeants politiques allemands, Bethmann-Holweg et Guillaume II, n'ont tout simplement pas été à la hauteur des ambitions que pouvait leur garantir la supériorité de l'armée allemande. A une occasion au moins, les dirigeants allemands ont fait l'étalage de leur incapacité à penser en vrais stratèges. Après la mobilisation générale russe, il était assez naturel que l'Allemagne déclare la guerre à la Russie. Mais ensuite, les dirigeants allemands auraient dû attendre que la France leur déclare la guerre. Ils ont manqué une occasion fantastique de leur point de vue de piéger la France et en quelques jours, ils se sont aliénés le concours de l'Italie qui va rester neutre et se sont rajoutés deux ennemis, l'Angleterre et la Belgique. Poincaré écrit sans fausse pudeur dans ses notes journalières, à propos de la déclaration de guerre de l'Allemagne⁹⁴ : « *Cela a été pour tous les membres du conseil des ministres un réel soulagement. Jamais auparavant une telle déclaration de guerre n'a été accueilli avec une telle satisfaction* » Si la France ne déclarait pas la guerre, elle rompait de fait l'Entente avec la Russie et la victoire diplomatique allemande eut été complète. Si la France déclarait la guerre, alors les dirigeants allemands pouvaient se retourner vers la Grande-Bretagne et dire « vous voyez, nous devons nous défendre et nous allons passer par la Belgique et en fait uniquement par la Wallonie sans nous approcher des côtes ». Dans ces conditions, Edward Grey aurait eu toutes les peines du monde à convaincre le cabinet britannique d'intervenir. La France serait apparue comme l'agresseur. Raymond Poincaré est bien conscient du dilemme, lui qui fait reculer l'armée française de 10 km à l'intérieur des frontières pour bien faire apparaître la France comme l'agressée. Il déclare dans la nuit du 1^{er} au 2 Août à l'ambassadeur russe Isvolsky : « *La France respectera naturellement ses engagements et respectera l'Entente* ». Mais il ajoute : « *Il ne voulait pas être forcé de déclarer la guerre à l'Allemagne... Cela sera mieux que l'on ne soit pas forcé de déclarer la guerre et qu'elle nous soit déclarée*⁹⁵ ». Poincaré dans son journal est encore plus explicite : « *S'il avait fallu déclarer la guerre nous-mêmes, c'était l'alliance russe discutée en France, c'était l'unanimité nationale brisée, c'était aussi peut-être l'Italie forcée par les clauses de la Triple Alliance de prendre parti contre nous*⁹⁶ ». Peut-on admettre que Bethmann-Hollweg s'est effectivement noyé dans ces jours tragiques, selon les mots de l'Amiral Von Tirpitz⁹⁷, en ne comprenant pas tout le parti qu'il pouvait tirer de l'embarras dans lequel se trouvaient les dirigeants français ?

Alors que toute leur stratégie en 1905 et 1911 a été d'essayer de détacher l'Angleterre de la France, en 1914 les dirigeants allemands ont offert la participation de la Grande-Bretagne à la France sur un plateau, avec toutes les conséquences politiques et militaires qui en découlent, ce qui est pour le moins étrange si l'on analyse les choses froidement du point de vue allemand, ainsi que du point de vue des chances de la paix. Car imaginons un seul instant que l'Allemagne attende que la France lui déclare la guerre. La Russie n'allait pas attaquer tout de suite puisque sa mobilisation était lente et ses soldats mettraient 3 semaines à arriver sur le front, L'Allemagne n'allait pas attaquer immédiatement la Russie puisque le plan de mobilisation dérivé du plan Schlieffen était essentiellement dirigé vers l'Ouest.

⁹⁴ BNF, NAF 16027, Notes journalières, 3 août 1914

⁹⁵ BNF, NAF 16027, Notes journalières, 2 Aout 1914, p. 138.

⁹⁶ BNF, NAF 16027, Notes journalières, 3 Aout 1914 ; cité par Gerd Krumeich, *op.cit.*, p. 190

⁹⁷ C. Clark, *op. cit.*, p. 520.

Quelques semaines étaient nécessaires pour réorienter ses troupes principalement vers le front Est. Donc pendant deux ou trois semaines l'Allemagne et la Russie allaient être sur le pied de guerre sans vraiment être en mesure d'entreprendre des opérations militaires. Cela laissait largement le temps de négocier et à Poincaré, pour se sortir du mauvais pas où il se serait trouvé, à devoir choisir entre Charybde et Scylla, de proposer une grande conférence internationale réunissant tous les protagonistes. Le scénario contrefactuel indique donc que la possibilité de sortie de crise, certes au bord du précipice, existait encore si l'Allemagne n'avait pas déclaré la guerre à la France le 3 Août (et à la Belgique par ricochet).

Si les dirigeants allemands n'ont pas choisi cette voie, c'est la conséquence de la furieuse obstination de Moltke de refuser d'envisager une alternative au plan Schlieffen qui avait pour but d'écraser la France en quelques semaines avant de retourner le gros des troupes contre la Russie. Cette alternative est pourtant clairement envisagée par Guillaume II le 1 Août⁹⁸ « *Alors nous déployons toute notre armée vers l'Est !* » Le plan Schlieffen conçu en 1905 était simplement en complète inadéquation stratégique avec les angoisses et les enjeux allemands de 1914. Les Allemands n'avaient pas d'objectifs territoriaux à l'Ouest⁹⁹, ils considéraient la France comme une puissance militaire de faible valeur et déclinante, alors qu'en revanche, la menace Russe les inquiétait. Du fait que la France avait réduit en 1912 sur une décision de Raymond Poincaré son espace stratégique en s'interdisant d'envahir la Belgique, il était aisé de bloquer l'armée française dans le réduit d'Alsace-Lorraine au relief peu propice aux grandes manœuvres et avec de nombreuses forteresses. Les désastres que connaîtra l'armée française dans ses opérations en Lorraine en Août 14 sont là pour l'attester. Le renversement de logique du plan Schlieffen et l'attaque de la Russie pendant que l'armée française était contenue, sans se faire d'ennemi supplémentaire à l'Ouest, était donc complètement dans la droite ligne des buts politiques profonds de l'Allemagne : contenir la poussée slave qui pouvait déstabiliser sa plus proche alliée, l'empire Austro-Hongrois, donner un coup de frein à l'empire Russe avant que la balance des forces ne lui devienne favorable. On a souvent dit que les dirigeants allemands ont oublié en Juillet 14 l'avertissement de Clausewitz selon lequel la décision militaire devait toujours se plier aux exigences de la politique générale. Mais à supposer que le plan Schlieffen eut été réalisable sur le plan militaire¹⁰⁰, ce plan était aux antipodes des intérêts et visées allemandes de 1914. Un conflit germano-slave était sans doute inévitable à brève échéance, tant les intérêts étaient diamétralement opposés, et là les responsabilités pour l'émergence du conflit restent assez partagées. En revanche, l'Allemagne a appuyé toute seule sur le bouton pour enflammer l'Europe de l'Ouest. Nous pouvons donc conclure que le paradigme allemand vaut pour l'extension du conflit à l'Europe de l'Ouest mais qu'en revanche la thèse d'une responsabilité partagée avec les autres acteurs concernés par le front oriental, Serbie, Russie, Autriche-Hongrie est adéquate.

⁹⁸ G. Krumeich, *op. cit.*, p. 181.

⁹⁹ Les visées territoriales, dont il a été fait état dans la section 4, ont été énoncées après l'entrée en guerre.

¹⁰⁰ Voir les doutes chez Pierre-Yves Hénin, « *Le plan Schlieffen, un mois de guerre – deux siècles de controverses*, Paris, Economica 2012